

Département de la Gironde

COMMUNE DE SAINTE EULALIE

**Enquête publique
du vendredi 6 septembre au lundi 7 octobre 2019
concernant le
projet de création d'un crématorium sur le territoire de la commune
de Sainte-Eulalie**

1^{ère} partie : RAPPORT



**Commissaire enquêteur : Monsieur Claude ARMAND
désigné par le tribunal administratif de Bordeaux par
l'ordonnance E19000075/33 du 21 mai 2019**

1ère partie : RAPPORT

Table des matières

1 - GENERALITES	2
1-1 Objet de l'enquête	2
1-2 Cadre réglementaire	2
2 - PRESENTATION DU PROJET DE CREATION DU CREMATORIUM	4
2-1 Contexte	4
2-2 Le projet soumis à la présente enquête	5
3 – ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	7
4 – AVIS DES SERVICES ET ORGANISMES CONSULTES	11
5 – COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE	14
6 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE	15
6-1 Organisation de l'enquête	15
6-2 Information du public	15
6-3 Déroulement de l'enquête	16
6-4 Participation du public	17
6-5 Clôture de l'enquête	18
7 - OBSERVATIONS	18
7-1 Bilan des observations du public	18
7-2 Observations du commissaire enquêteur	19
7-3 Procès-verbal de synthèse des observations, mémoire en réponse du pétitionnaire et commentaires du commissaire enquêteur	<u>21 à 39</u>

ANNEXES

- I. Arrêté d'organisation de l'enquête publique et Avis d'enquête publique**
- II. Certificat d'affichage**
- III. Note explicative du Cabinet Merlin suite à la suspension de l'enquête**
- IV. Publicités par annonces parues dans la presse**
- V. Procès-verbal de synthèse des observations du public**
- VI. Mémoire en réponse de la Mairie de St Ciers sur Gironde**
- VII. Registre d'enquête (hors texte) et contributions par mail**

1 - GENERALITES

1-1 Objet de l'enquête

La commune de Sainte Eulalie est située en bordure nord-est de l'agglomération bordelaise, mais à l'extérieur de la Métropole de Bordeaux ; elle est traversée par une voie rapide urbaine 2X3 voies très fréquentée correspondant à l'autoroute A10 en direction de Poitiers et Paris.

Dans sa délibération 26 mai 2015, le conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie a décidé d'engager la construction et l'exploitation d'un crématorium sur son territoire, dans la mesure où les offres de service de crémation semblent actuellement sous-dimensionnées par rapport aux besoins dans l'agglomération bordelaise et ses environs.

C'est le principe de délégation de service public qui a été choisi sous forme de concession à une société privée sélectionnée après appel d'offres. L'entreprise ou le groupement d'entreprises attributaire devant assurer la conception, le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation d'un complexe funéraire composé d'un crématorium et d'un site cinéraire contigu.

A ce stade, un premier site avait été envisagé, près du cimetière communal de Loume, mais en raison de problèmes d'accessibilité, de stationnement, de sécurité, d'évolution des besoins et d'opposition des riverains, il a dû être abandonné et un second site a été retenu en limite nord-ouest de la commune après étude par une commission communale « crématorium » : Rue de la Commanderie des Templiers, au lieu-dit Cantet-Laudet, sur les parcelles cadastrées AE n°3, 4, 5, et 6.

Le choix du nouveau site, la confirmation du mode de gestion par Concession et la nouvelle consultation d'entreprises par concession ont fait l'objet d'une délibération du conseil municipal de Sainte Eulalie le 10 juillet 2017.

Après appel d'offres, l'attribution du contrat de concession pour la construction et l'exploitation du crématorium à la Société des Crématoriums de France du groupe FUNECAP a fait l'objet de la délibération du conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie du 16 juillet 2018.

1-2 Cadre réglementaire

Le projet de création, mise en service et exploitation d'un crématorium et d'un site cinéraire contigu est soumis à l'application de plusieurs codes, notamment le Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Code de la santé le Code de l'environnement et le Code de l'urbanisme.

La création d'un crématorium fait partie des opérations soumises à enquête publique préalable au titre de l'article L 123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Les principaux textes relatifs à la création et au fonctionnement d'un crématorium sont les suivants :

- Code général des collectivités territoriales (CGCT)

Article L 2223-40 du CGCT : seules les communes (ou les établissements publics de coopération intercommunale) sont compétentes pour créer, gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums et les sites cinéraires destinés au dépôt ou à l'inhumation des urnes ou à la dispersion des cendres.

Ce même article, et l'article L 2223-41 du CGCT, prévoient que la création d'un crématorium ne peut se faire qu'avec l'accord de l'Etat : l'arrêté préfectoral est établi après avis de la Commission Départementale compétente en matière d'Environnement de Risques sanitaires et Technologiques (CODERST).

Les articles L 2223-18 à L 2223-23 du CGCT fixent les conditions concernant la crémation et la dispersion des cendres, listent les opérations de service public relatives aux sociétés de pompes funèbres et précisent les conditions et obligations fixées par le règlement national des pompes funèbres.

Les articles D 2223-99 à 2223-109 du CGCT précisent les prescriptions techniques applicables concernant, en particulier :

- la conformité des crématoriums à la réglementation des établissements recevant du public (ERP)
- les dimensions minimales des différentes salles et locaux techniques
- l'isolement acoustique vis-à-vis des bruits routiers à proximité
- les mesures de sécurité à respecter notamment pour éviter les surchauffes et les incendies.

Les crématoriums sont soumis lors de leur mise en service à une visite de conformité - valable 6 ans - effectuée par un organisme de contrôle agréé par le ministre chargé de la santé, et les fours de crémation font l'objet de contrôles tous les 2 ans concernant le respect des normes en matière de rejets gazeux et des normes de sécurité.

Enfin l'arrêté du 28 janvier 2010 (*JORF* du 16 février 2010) pris en application du D 2223-105 du CGCT précise la hauteur minimale des cheminées de crématoriums et les quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés dans l'atmosphère.

- Code de la santé publique

Notamment les articles R 1336-4 à R 1336-11 et R 1337-6 à R 1337-10-2 relatifs aux bruits de voisinage et des activités professionnelles.

- Code de l'environnement

Le projet relève de la rubrique n°48 du tableau annexé à l'article R 122-2 de Code de l'environnement

Les crématoriums font partie des projets soumis à enquête publique préalable à leur autorisation conformément aux articles L 123-1 et suivants du Code de l'environnement. La procédure de cette enquête est précisée aux articles R. 123-1 à R. 123-27 de ce code, pour les enquêtes publiques relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

Ces opérations doivent en principe faire l'objet d'une évaluation environnementale sur la base d'une étude d'impact, mais certaines projets peuvent en être dispensés après un examen « au cas par cas », ce qui est le cas du projet présenté par la commune de Sainte Eulalie.

Rappelons que la décision finale d'autoriser la création et l'exploitation d'un crématorium est délivrée par le Préfet du département sous forme d'arrêté, après avis de la CODERST (Commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques) qui se prononce après l'enquête publique.

Le délégataire exploitant l'installation doit en outre obtenir d'autres autorisations, notamment le permis de construire, l'habilitation funéraire ; et respecter les réglementations concernant les établissements recevant du public (ERP).

L'attestation de conformité du crématorium, permettant l'activité du site, sera délivrée par l'Agence Régionale de Santé après vérification du respect, par la Société des Crématoriums de France, des prescriptions légales et réglementaires applicables à tout crématorium en France.

Ces prescriptions seront vérifiées, préalablement à la mise en service, par un organisme certifié, dont le rapport de contrôle conditionnera la mise en service de l'installation.

L'attestation de conformité qui sera délivrée sera valable six ans et sera renouvelée sur la communication de rapports tous les deux ans, portant sur les rejets atmosphériques et les équipements de sécurité ou le bâtiment.

2 - PRESENTATION DU PROJET DE CREATION DU CREMATORIUM

2-1 Contexte

Le projet présente un intérêt certain au regard de la pratique de la crémation, qui est en forte hausse en France. Actuellement, en moyenne 36% des décès font l'objet de crémations, mais ce chiffre est supérieur dans les grandes villes (47%).

La distanciation par rapport au fait religieux n'est pas la seule motivation. Les critères sociaux entrent en ligne de compte - ne pas être une charge pour sa famille, pas de tombe à entretenir - les critères économiques, suivant les coûts respectifs d'une crémation et d'une inhumation traditionnelle, et enfin les critères écologiques : protection de l'environnement, meilleure hygiène, peu d'occupation de l'espace surtout dans les grandes villes, les cercueils utilisés sont plus simples et plus respectueux de l'environnement. A signaler cependant du point de vue écologique que les fours impliquent une consommation importante en énergie fossile (gaz essentiellement).

En France la crémation doit obligatoirement avoir lieu dans un site particulier, le « crématorium » et doit avoir lieu 24 heures au moins et 6 jours au plus après le décès. La grande majorité des crémations n'est pas accompagnée de cérémonie religieuse, mais par des cérémonies civiles et des réunions de proches du défunt, qui peuvent être organisées sur le site du crématorium, ce qui constitue une activité complémentaire pour l'exploitant.

Les cendres sont recueillies dans une urne ; elles doivent être conservées pour être déposées dans un columbarium, dans une tombe ou un caveau de cimetière, ou inhumées dans une propriété privée après autorisation préfectorale. Elles peuvent être aussi dispersées dans un jardin du souvenir souvent situé à côté du crématorium, comme c'est le cas dans le projet de Sainte Eulalie, ou dans un site cinéraire, ou en pleine nature sous certaines conditions.

Les cendres peuvent aussi être conservées au crématorium à la demande de la famille pendant un an. La conservation à domicile n'est pas autorisée (loi « Sueur » n° 2008-1350 du 19/12/2008).

La commune de Sainte Eulalie a projeté la création d'un crématorium il y a une dizaine d'années, en partant de l'idée qu'un besoin en crématorium se faisait sentir car les deux crématoriums existant en périphérie de l'agglomération bordelaise étaient notoirement saturés. L'un se situe à Montussan (sous maîtrise d'ouvrage de cette commune), relativement proche du site de Sainte Eulalie, à 6 kilomètres environ au Sud-Est, l'autre à Mérignac (sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole de

Bordeaux) dans l'ouest de l'agglomération bordelaise, à 20 km du site de Ste Eulalie. Chacune de ces installations réalise annuellement plus de 2 500 crémations ; elles sont fréquemment saturées ce qui introduit des délais d'attente pour les familles, avec des conséquences psychologiques et financières.

Signalons que la commune de Biganos à 30 km au sud-ouest de Bordeaux (à plus de 50km du projet) a entrepris la même démarche mais avec un temps d'avance. En effet son installation a été mise en service en courant août 2019.

D'autres projets peuvent être en cours mais aucun ne semble devoir déboucher à court terme, ce qui maintient la situation de saturation des équipements existants, qui est largement reconnue.

2-2 Le projet soumis à la présente enquête

Le projet de Sainte Eulalie soumis à enquête publique concerne – en fonction des données les plus récentes figurant dans le permis de construire déposé par la Société des Crématoriums de France (SCF) le 07/05/2019, complété le 14/06/2019 et accordé le 27/06/2019 - la construction d'un crématorium de 708 m² de surface de plancher et d'un espace cinéraire destiné à la dispersion des cendres, le tout sur un terrain cadastré section AE parcelles n° 3, 4, 5 et 6 d'une superficie totale de 6 787 m² environ.

Le terrain a une forme triangulaire, limité par l'autoroute A10 à l'Est, la RD242 au Nord (Avenue de Saint Loubès) et la Rue de la Commanderie des Templiers à l'Ouest. Il se situe en limite nord-ouest de la commune de Sainte Eulalie, la Rue de la Commanderie des Templiers formant la limite avec la commune d'Ambarès et Lagrave, située du côté ouest de la rue et qui fait partie de la Métropole de Bordeaux.

➤ **Accès**

Le public accèdera au Crématorium depuis l'avenue Saint Loubes via un giratoire à 4 branches (à construire) et en empruntant le début de la rue de la Commanderie qui sera mise en double sens sur une distance de 30m environ afin de permettre l'entrée et la sortie du parking public du Crématorium.

Les services funéraires accèderont au parking du personnel et à la cours de service soit via une entrée spécifique dotée d'un portail à accès restreint en venant du sud par la rue de la Commanderie à sens unique, soit venant du nord par l'entrée du public à double sens et la voirie interne du site dotée d'un portail de service coulissant à accès restreint.

➤ **Bâtiment du crématorium, partie publique**

Le positionnement du bâtiment de 701 m² de surface de plancher a été défini par les règles d'implantation du PLU (article 6) :

- 35 m minimum par rapport à l'axe de l'Autoroute A10,
- 25 m minimum par rapport à l'axe des RD 911 et RD 242
- 10 m minimum par rapport à l'axe de la RD 115e6
- 5 m minimum par rapport aux limites du terrain.

La partie du bâtiment réservée au public et aux familles comprendra :

- Hall d'accueil
- Salon d'attente pour les familles
- Salle de cérémonie
- Pièce de remise d'urnes
- Bureau d'accueil pouvant servir à la préparation des cérémonies
- Salle de retrouvailles
- Dispositif de visualisation sur l'appareil de crémation
- Sanitaires pour le public, avec accès handicapés.

Un jeu de claustras verticaux côté rue de la Commanderie favorisera l'intimité des lieux et renforcera la séparation entre parties technique et publique. La salle de cérémonie s'ouvre côté Est sur un patio paysager. Conformément au nouveau plan local d'urbanisme, le bâtiment disposera d'une grande toiture en tuiles de teinte traditionnelle locale avec une pente de 25% allant de 6.70 au faitage à 3.45 m en périphérie.

➤ **Bâtiment du crématorium, partie technique et administrative**

- Locaux techniques
- Local d'attente pour les personnels extérieurs (chauffeurs...)
- Locaux sociaux avec vestiaires et sanitaires pour le personnel
- Local pour le dépôt provisoire des urnes
- Un appareil de crémation (four à gaz) et ses équipements annexes. L'emplacement d'un second appareil de crémation est prévu. L'ouverture du four (1,05x1,05m) est prévue pour l'entrée de cercueils de taille exceptionnelle.
- Unité de filtration-épuration pour un ou deux appareils, conforme aux dispositions réglementaires de l'arrêté du 26/01/2010 paru le 16/02/2010 fixant les nouvelles normes applicables aux rejets atmosphériques des crématorium
- Espace nécessaire au stockage des produits réactifs de l'unité de filtration-épuration.

Le crématorium est conçu pour réaliser 500 à 1 000 crémations par an au début avec un appareil. Suivant la demande un deuxième appareil pourra être mis en place à l'emplacement déjà prévu dans les locaux techniques.

➤ **Parkings**

Les parkings publics dédiés au crématorium comprendront deux parties reliées par une voirie longeant l'autoroute A10 le long de l'écran anti-bruit :

Parking Nord, aménagé au nord du terrain, au pied du talus de liaison avec l'avenue Saint Loubès :

- 52 places dont 4 PMR
- voirie en enrobé desservant des places de parking et assurant la liaison – en longeant le bâtiment du crématorium et l'autoroute A10 - avec le second parking public situé à la pointe Sud du terrain :

Parking Sud ajouté au cours de la genèse du projet pour accroître les capacités de stationnement. Situé à la pointe Sud du terrain ; il comportera :

- 26 places dont 2 PMR

Au total, le plan associé au permis de construire fait apparaître 78 places de parking public.

Le parking de service est dédié au fonctionnement du crématorium, il sera à l'arrière du bâtiment et comportera :

- 3 places de service dont 1 PMR et un espace de livraison. Ce parking de service disposera d'un accès pompier sur la Rue de la Commanderie et d'une entrée spécifique « funéraire » à accès restreint donnant sur les voies de circulation du public sur le site. Ces accès seront dotés de portails, et permettront d'arriver directement à la cour de service à l'abri des regards.

Les places de parking seront matérialisées par des lignes blanches et des arbres seront plantés pour l'assurer l'ombrage.

➤ **Espaces verts extérieurs aménagés**

- Espaces verts, avec noues pour favoriser l'infiltration des eaux de ruissellement,
- Préservation des principaux arbres existants, plantation de nouveaux arbres dans les espaces laissés libres.
- Réalisation d'une clôture végétalisée entre la parcelle du crématorium et la Rue de la Commanderie des Templiers
- Espace du souvenir devant le parvis d'entrée, comprenant des buttes paysagères, un jardin du souvenir et un colombarium.

3 – ANALYSE DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

La commune de Sainte Eulalie a présenté une **demande d'examen au cas-par-cas du projet de crématorium** en application de l'article R 122-3 du Code de l'environnement, accompagnée d'extraits de cartes figurant les contraintes environnementales à proximité du site pressenti. Le dossier de cette demande (n°2018-7382) a été reçu et déclaré complet par les services préfectoraux le 7 novembre 2018.

Les différentes composantes d'incidence du projet sur l'environnement ont été étudiées par les services de l'Etat et, au vu des éléments fournis et du caractère mineur des impacts prévisibles, le **Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine a jugé par arrêté le 10 décembre 2018 que le projet n'était pas soumis à étude d'impact.**

Les principales contraintes environnementales du projet et les impacts associés pris en compte dans la demande d'examen au cas-par-cas sont décrits et détaillés dans les documents de projet fournis dans le dossier d'enquête. Ils peuvent être résumés de la manière suivante :

- **Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et autres zones de protection environnementale**

Le site présente une surface réduite : < 0,7ha ; il est boisé et a été clôturé à l'aide d'un grillage et doté d'un portail. Actuellement, j'ai pu constater que la clôture a été détruite et que le site est transformé en décharge sauvage contenant de grandes quantités de gravats souvent disposés en tas manifestement amenés par des camions-bennes d'entreprises, et des déchets de toute nature : encombrants de type électroménager, matelas, déchets divers métalliques et plastiques, déchets verts ...

Compte tenu de cet environnement, les enjeux de biodiversité sont jugés faibles.

Aucune ZNIEFF, ni Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) n'est répertoriée sur la commune de Sainte-Eulalie.

La ZNIEFF la plus proche se trouve à plus de 400m au Sud-Ouest de la zone de projet : ZNIEFF de type II n° 720001964 "Zones Humides d'Ambes à Saint-Louis-de-Montferrand"

Le site n'est pas dans une Zone couverte par un arrêté de protection de biotope, la plus proche se situe à environ 20km.

- **Milieu naturel, paysage et consommation d'espaces**

Aucun milieu potentiellement humide n'est situé sur la zone de travaux, d'après la carte de délimitation des milieux potentiellement humides de la France métropolitaine du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Le site Natura 2000 le plus proche est le n° FR7200660 "LA DORDOGNE" situé à plusieurs kilomètres à l'Est de la zone de projet et la ZSC n° FR7200686 -"Marais du Bec d'Ambès" située à environ 3 km à l'ouest du projet.

Le projet prévoit de conserver une partie des arbres du site et de replanter de nouveaux sujets, ce qui n'entraînera aucune consommation significative d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

- **Bruit, trafic routier**

La zone de projet est actuellement une zone fortement anthropisée, classée en zone Uy urbanisée et d'activités artisanales au Plan Local d'Urbanisme, avec la présence de l'autoroute A10 en 2x3 voies à très forte circulation (> 100 000 véhicules/jour en moyenne), et de la route départementale Avenue de Saint Loubès très embouteillée à certaines heures de la journée.

Ces voiries sont respectivement classées en catégories 1 et 3 des infrastructures de transports terrestres en Gironde par l'arrêté préfectoral du 02/06/2016 qui définit des enveloppes de 300m et 30m affectées par le bruit de part et d'autre de ces infrastructures. Ces enveloppes intéressent directement le site du projet de crématorium, qui est classé en zones violette et rouge de la carte de bruit : zones où le bruit constaté en journée est > 65 et 70 décibels pondérés A.

La commune de Sainte Eulalie est soumise aux dispositions du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), approuvé par arrêté préfectoral du 17/11/2015.

Le trafic engendré par le crématorium reste très faible et limité à la période diurne et hors dimanche (3 véhicules du personnel et visiteurs à raison de quelques dizaines de véhicules par cérémonie, en moyenne une trentaine, avec un maximum de 80 automobiles limité par la capacité de stationnement). L'effet sur les encombrements constatés en début et fin de journée sur l'avenue de Saint Loubès sera faible car les cérémonies ont lieu essentiellement en milieu de journée en raison de contraintes liées aux Pompes Funèbres et à la délivrance des autorisations administratives.

Le trafic engendré par l'activité du crématorium sera source de bruit, mais les nuisances sonores engendrées seront marginales en regard du niveau sonore ambiant lié à l'intense circulation sur

l'A10 et l'Avenue de Saint Loubès.

L'autre source de bruit, l'aéroréfrigérant des fumées, fonctionne exclusivement en période diurne avec une émergence très faible de 45dB(A) nettement inférieure au bruit constaté sur le site du fait de la circulation automobile actuelle. Ainsi l'impact sonore du crématorium sur son environnement sera probablement minime.

Le dossier ne présente cependant pas de campagne de mesures de niveaux sonores susceptibles d'être générés aux limites du site et à proximité des habitations (situées à une vingtaine de mètres pour la plus proche) conformément aux dispositions des articles R 1336-4 et suivants du Code de la Santé Publique.

L'Autorité Environnementale relève que ces mesures seront nécessaires pour déterminer si le projet est susceptible de porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé humaine, notamment au regard des seuils des émergences réglementées.

• Sites classés

La zone de projet n'aura pas d'impact sur les sites inscrits et classés car il se situe à 500m au Sud-Est du périmètre de protection de l'église Saint Pierre, classée au titre des monuments historiques et à 3 km du site inscrit du village extension d'Asques, et à 4.5 km des sites inscrits du village d'Asques et du château de Puymiran.

• Ressources en eau et matériaux

La zone de projet se trouve dans une zone de répartition au titre de l'aquifère "Oligocène Entre deux Mers (126) de 50 m (cote de référence NGF) et sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Nappes Profondes de Gironde »

Aucun impact n'est attendu dans ce cadre car l'eau consommée par le crématorium proviendra du réseau communal d'eau potable (pas de prélèvement direct dans le milieu naturel via un forage) et les utilisations de l'eau concerneront les besoins en eau potable estimés à quelques m³ par jour seulement.

La zone de projet se trouve sur le territoire du SAGE en vigueur « Estuaire de la Gironde et Milieux Associés » et du SAGE « Dordogne Atlantique ». Aucun impact n'est attendu dans ce cadre, compte tenu de la localisation du projet et de son activité future.

Vis-à-vis des ressources en matériaux, le volume des déblais à évacuer est faible : environ 500 m³.

• Rejets

Air : les émissions atmosphériques engendrées par le projet devront respecter les recommandations des autorités sanitaires pour ne pas présenter de risque sanitaire, conformément aux décrets n° 94-117 du 20 décembre 1994 et au projet de décret modifiant les rejets atmosphériques du 28 janvier 2010 et relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Ce dernier texte a renforcé les normes de rejet pour différentes substances polluantes.

J'ai demandé que soit joint au dossier d'enquête un tableau figurant les analyses réalisées au titre du contrôle réglementaire par des laboratoires indépendants sur les rejets atmosphériques de différentes installations exploitées par la Société des Crématoriums de France (SCF) attributaire du

contrat de concession de Sainte Eulalie. Ce tableau fait apparaître des valeurs largement conformes aux nouvelles normes, ce qui s'explique par la mise en œuvre de chaînes de traitement des effluents gazeux plus performantes.

Dans sa demande d'examen au cas-par-cas, le porteur de projet ne fait pas état de la prise en compte des vents dominants (direction, force, fréquence) dans la conception de son projet, sachant qu'une zone résidentielle est à proximité immédiate à l'ouest et qu'une autre est située à une centaine de mètres au sud-est.

J'ai demandé que soit produite une rose des vents et une indication de la qualité de l'air dans le secteur du projet, à partir des données disponibles. Il en ressort que les vents dominants sont de secteur ouest, éloignant les rejets atmosphériques des habitations les plus proches, et que l'autoroute A10 et l'avenue de Saint Loubès correspondent à des secteurs de qualité de l'air dégradée par la circulation automobile intense constatée sur ces axes de circulation. Les rejets du crématorium devraient avoir un effet marginal au regard de la situation existante.

Eaux usées : du fait de son occupation discontinue, le crématorium rejettera des effluents domestiques inférieurs à une dizaine d'équivalent-habitants.

Les eaux usées seront collectées et évacuées vers le réseau d'EU par l'intermédiaire d'un poste de relèvement vers le collecteur d'eaux usées longeant l'Avenue de Saint Loubès en bordure nord du site. A noter que les habitations situées en face du site, sur la commune d'Ambarès et Lagrave, sont en assainissement individuel.

Eaux pluviales : le projet prévoit la réalisation d'un bâtiment et de parkings qui imperméabiliseront le site, actuellement partiellement en zone naturelle.

La solution finale présentée dans le permis de construire consiste à collecter les eaux de ruissellement par des avaloirs le long de la voirie, à les stocker dans une structure réservoir sous les chaussées, puis à les rejeter dans le milieu naturel par infiltration. Il n'est pas prévu de rejet hors de la parcelle.

• **Autres impacts en phase chantier et exploitation**

Le chantier de construction est prévu sur une durée de 9 mois. Il y aura des incidences associées (bruit, poussière...), qui devront être limitées au maximum par la conformité des engins à la réglementation, par le respect des horaires et la bonne tenue du chantier vis-à-vis des déchets. Dans sa demande d'examen au cas-par-cas, le pétitionnaire s'engage sur un « chantier propre » ; dans cette logique, il conviendra de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la collecte le tri et le traitement des déchets de chantier par les différentes filières adaptées.

En phase chantier, les vibrations générées devraient être peu importantes et temporaires, compte tenu de la nature non rocheuse du terrain et du faible volume de terrassement. En phase d'exploitation, le crématorium n'est pas susceptible de générer des vibrations dans l'environnement.

En phase exploitation, les déchets seront des ordures ménagères (papiers, gobelets vides,...) qui seront évacués par le service public de ramassage des ordures ménagères.

Les résidus métalliques issus de la crémation feront l'objet de collecte, traitement et valorisation dans le cadre d'une filière spécifique d'un opérateur externe. La traçabilité sera assurée.

4 – AVIS DES SERVICES ET ORGANISMES CONSULTÉS

• Mission Evaluation Environnementale

La demande d'examen du dossier de demande d'autorisation au cas-par-cas n°2018-7382 a été déposée et déclarée complète le 7 novembre 2018, et a reçu une réponse le 10 décembre 2018 sous la forme d'un arrêté du Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine déclarant que le **projet de création du crématorium de Sainte Eulalie n'était pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact**.

L'arrêté préfectoral portant décision d'examen au cas-par-cas du projet, en application de l'article R122-3 du Code de l'Environnement était joint au dossier mis à l'enquête.

Dans ses considérants, la Mission d'Evaluation Environnementale, souligne les points suivants, en résumé :

- La localisation du projet en limite de la commune de Sainte Eulalie, sa compatibilité avec la zone UY du PLU révisé, et hors du périmètre de protection de monuments historiques.
- La proximité avec l'autoroute A10 et l'Avenue de St Loubès classées sur le plan du bruit catégories 1 et 3 , impliquant des enveloppes affectées par le bruit de 300 et 30m de part et d'autre de ces infrastructures. La commune de Saint Eulalie étant soumise aux dispositions du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) approuvé le 17/11/2015, et le projet étant en zones violette et rouge de la carte de bruit stratégique des infrastructures de transport terrestre en Gironde (bruit constaté en journée > 65 et 79 dB pondérés A).
- L'absence d'interaction avec la ZNIEFF (de type II), la plus proche étant située à 470m Zones humides à St Louis de Montferrand,
- La présence de SAGE mis en œuvre (Nappes Profondes de Gironde, Estuaire de la Gironde et milieux associés) ou en cours d'élaboration (Dordogne Atlantique) sans interaction significative,
- La présence autour du site, d'infrastructures routières importantes, et d'une forte anthropisation qui conduit à des enjeux de biodiversité mesurés,
- La production de rejets atmosphériques par le crématorium, qui devront répondre à la réglementation et notamment l'arrêté du 28 janvier 2010 relatif à la hauteur de la cheminée de crémation et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés,
- La production de résidus métalliques issus des crémations, qui devront être filtrés, collectés puis valorisés par une filière spécifique,
- La non prise en compte, dans le dossier, de la force et de la direction des vents dominants dans la conception du projet, étant précisé la proximité immédiate d'une zone résidentielle à l'ouest du projet et d'une autre à environ 100m au sud-est, pouvant être impactées par les rejets atmosphériques résiduels. Il revient au porteur de projet d'étudier cette variable dans la conception technique du projet pour réduire tous risques sanitaires,
- L'évacuation des eaux pluviales dans un bassin de stockage et filtration, et des eaux usées via un poste de relèvement vers le réseau public,
- La phase chantier du projet susceptible d'engendrer des nuisances sonores et vibrations, à réduire au maximum par la conformité des engins et le respect des législations en vigueur. Les déchets de chantier devant par ailleurs faire l'objet d'une collecte et d'un traitement par les différentes filières adaptées,

- La phase d'exploitation du crématorium engendrera des nuisances sonores au niveau de la tour aéro-réfrigérante :45 dB pondérés A. La méthode ayant conduit à cette valeur devant être précisée, notamment s'il a été réalisé des mesures de niveau sonore, et si elle prend en compte les infrastructures routières majeures proches du site. Il revient au porteur de projet de réaliser des campagnes de mesure des niveaux sonores générés par le projet en limite du site et à proximité des habitations au sud-ouest (à une vingtaine de mètres pour la plus proche) et à l'est du site, afin de déterminer si le projet est susceptible de porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, notamment au regard des seuils des émergences réglementées.
- Il ressort au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet soit susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe II de la directive 2011-192 UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011.

Différents services et organismes ont été consultés dans le cadre de la procédure de permis de construire. Leurs avis, qui apparaissent de manière complète et détaillée dans le sous-dossier « permis de construire » du dossier d'enquête, peuvent être résumés ainsi :

- **Agence Régionale de Santé (ARS) :**

- Donne, dans son avis du 26 novembre 2018, un avis favorable au projet, et précise que le site n'est pas dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable
- rappelle les références réglementaires et précautions à respecter concernant le réseau intérieur d'eau potable de l'établissement,
- rappelle, pour obtenir un agrément, les références réglementaires à respecter concernant la hauteur des cheminées de crématorium et les quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés,
- rappelle, pour obtenir un agrément, que l'attestation de conformité de l'installation de crémation prévue par le CGCT est délivrée par le directeur de l'ARS pour une durée de 6 ans,
- rappelle, pour obtenir un agrément, l'obligation de réalisation d'une campagne de mesures pour chaque four, dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation, avec communication des résultats au directeur général de l'ARS, avec une durée de validité de 2 ans.

- **Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de Carbon-Blanc (SIAO) :**

Précise que la parcelle du projet est desservie en eau potable par une canalisation de diamètre 63mm reliée à la conduite de diamètre 200mm longeant l'Avenue de Saint Loubès.

- **Syndicat Mixte « Ruisseau du Guâ » :**

Emet un avis favorable et insiste sur la séparation totale entre les eaux usées et les eaux pluviales.

- **Vinci Autoroutes :**

- Rappelle les spécificités liées à la présence d'un écran acoustique, à prendre en compte dans les travaux de voirie en bordure Est de la parcelle du projet, afin de ne pas le déstabiliser. Une procédure et des plans d'exécution de la jonction écran-chaussée devront être fournis à Vinci pour approbation avant travaux,

- Rappelle les interdictions d'implantation et de croissance des arbres et haies à moins de 2m par rapport à la limite de propriété pour ne pas empiéter sur le Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC)
- Rappelle la servitude de passage sur une bande de 3m derrière l'écran acoustique.
- Emet un avis favorable sous réserve du respect des contraintes mentionnées.
- **Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) :**
 - Emet un avis favorable et rappelle les effectifs susceptibles d'être admis dans cet établissement recevant du public classé L de 5^{ème} catégorie : 163 personnes, dont 3 membres du personnel
 - Précise que la défense extérieure contre l'incendie est assurée par le point d'eau PI 100 n°7505 situé à moins de 200m à l'angle Av. de St Loubès et Rue de la Commanderie.
 - Rappelle les dispositions générales qui s'appliquent en matière de contrôle et d'entretien.
- **ENEDIS « L'électricité en réseau » :**
 - Prend en compte une puissance de raccordement finale du projet de 72 kVA triphasé
- **Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité :**
 - Emet un avis favorable sur la base du dossier présenté
 - Rappelle les textes de référence du Code de la construction et de l'habitation.
- **GRDF Gaz Réseau Distribution France :**
 - Confirme être en mesure d'alimenter en gaz le futur crématorium via le réseau qui se trouve à l'angle de l'Av. de St Loubès et Rue de la Commanderie.
- **Bordeaux Métropole (BM). Pôle Territorial Rive Droite :**
 - Rappelle que par convention avec le Département de la Gironde, elle est gestionnaire de la voirie « Avenue de Saint Loubès », et que c'est BM qui appliquera les politiques d'aménagement de l'espace public en corrélation avec le règlement général de voirie.
 - Précise que la largeur d'accès au projet sera déterminée par la commune de Ste Eulalie. BM recommande de mettre à double sens la Rue de la Commanderie des Templiers sur environ 80m afin de sécuriser les entrées-sorties du crématorium.
 - Souligne – en tant qu'observation de voirie - la nécessité de création d'un giratoire à 4 branches au carrefour de l'Av. de St Loubès et de la Rue de la Commanderie. Cet aménagement sera propriété du Conseil Départemental, sous gestion de Bordeaux Métropole.
 - Précise les études et documents nécessaires pour le lancement des travaux du giratoire, en précisant que tous les aménagements de l'espace public consécutifs au projet seront réalisés par l'aménageur public aux frais du pétitionnaire (commune de Ste Eulalie).
 - Précise les conditions de gestion des eaux usées – le raccordement au collecteur longeant l'avenue de St Loubès - et des eaux pluviales, sachant que pour ces dernières la solution privilégiée pour ce projet est en priorité l'infiltration sur la parcelle après s'être assuré de la bonne perméabilité du terrain, au moyen d'une étude à produire.

5 – COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le dossier mis à l'enquête était composé des pièces suivantes :

- Courrier du 08/01/19 à la Préfecture : demande d'autorisation
- Délibération du 26/05/15 : approbation du principe de recours à un contrat de concession de service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium.
- Délibération du 16/07/18 : contrat de concession de service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium avec la Société des Crématoriums de France.
- Contrat de concession de Délégation de Service Public (DSP) signé
- Arrêté préfectoral du 10/12/18 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du Code de l'Environnement (dispense d'évaluation environnementale)
- Projet architectural détaillé
- Extrait Kbis de la Société des Crématoriums de France
- Notice : textes régissant l'enquête publique
- Respect des prescriptions réglementaires applicables aux rejets gazeux des crématoriums
- Courrier du 14/03/19 d'accusé de réception du dossier en Préfecture
- Dossier du Permis de construire n° PC03339719X0016 avec plans en dernière version et avis des organismes et services consultés.
- Extrait du mémoire technique concernant le système de traitement des effluents atmosphériques.
- Tableau de statistiques d'analyses de suivi des rejets gazeux de crématoriums exploités par la Société des Crématoriums de France.

Je remarque que le dossier mis à l'enquête comportait des pièces peu cohérentes entre elles, traduisant l'évolution récente du projet, ce qui a troublé le public, en particulier :

- Images de synthèse ne figurant pas les habitations voisines du site, de l'autre côté de la Rue de la Commanderie des Templiers, alors que les vues aériennes les montraient clairement.
- Plans figurant des dispositions variables des parkings : places en épis le long de la Rue de la Commanderie, ajout d'un parking dans la partie sud du site, ajout d'une voirie le long du bâtiment du crématorium en façade Est,
- Variations sur les accès au crématorium, avec finalement un giratoire à 4 branches au croisement entre la Rue de la Commanderie et l'Avenue de St Loubès et mise à double sens de la Rue de la Commanderie,
- Variations sur l'assainissement des eaux pluviales avec des noues, puis du stockage sous chaussée suivi d'infiltration.

J'ai pris en compte comme version de référence les derniers plans et texte joints à la demande de permis de construire.

6 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

6-1 Organisation de l'enquête

Par l'ordonnance de **désignation E19000075/33 du 21 mai 2019**, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur sur cette enquête.

J'ai pris contact avec Madame Caroline BEAU, responsable du service urbanisme et rénovation urbaine de la commune de Sainte Eulalie et Monsieur GUIBERT Directeur Général des Services de la commune et j'ai reçu la version informatique du dossier d'enquête.

Le 13 juin 2019, j'ai tenu une réunion d'organisation de l'enquête publique en mairie de Sainte Eulalie au cours de laquelle un tirage du dossier m'a été remis et où ont été fixées :

- **Les dates de l'enquête publique du Vendredi 6 septembre au Lundi 7 octobre 2019 soit 32 jours calendaires**
- **Les dates des trois permanences tenues à la mairie de Sainte Eulalie :**
 - **Vendredi 6 septembre de 9h à 12h (ouverture de l'enquête)**
 - **Mercredi 25 septembre de 9h à 12h**
 - **Lundi 7 octobre de 16h à 19h (clôture de l'enquête)**

Par l'arrêté municipal du 19 juillet 2019, Monsieur le Maire de Sainte-Eulalie, a prescrit l'ouverture de l'enquête publique, et en a défini les modalités.

Compte tenu du type d'enquête et du niveau de participation attendu du public, il n'y a pas eu de registre électronique mis en place, mais seulement une adresse courriel archivant les contributions émises par ce canal : **renovation-urbaine@mairie-ste-eulalie.fr**. Les contributions étaient archivées sur le site Internet de la commune pour être consultables par le public, et étaient aussitôt répercutées par la mairie sur mon adresse courriel personnelle.

Le registre papier était régulièrement scanné et m'était transmis par courriel.

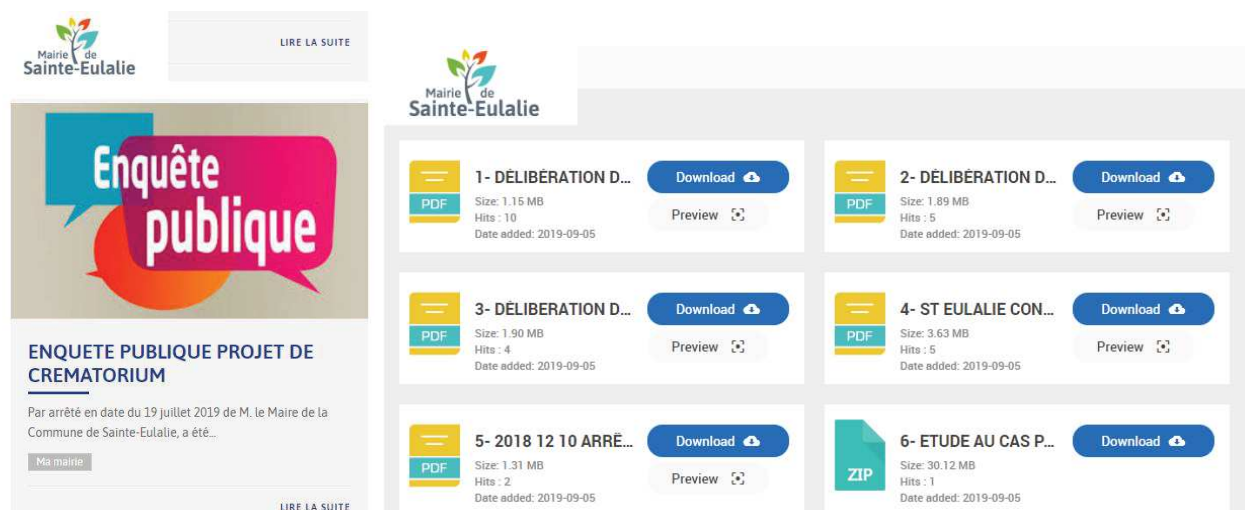
6-2 Information du public

La publicité légale de cette enquête publique a été assurée de la manière suivante :

- **Affichage de l'arrêté d'enquête publique** : sur le panneau d'affichage de la mairie de Sainte Eulalie
- **Affichage de l'avis d'enquête sur fond jaune en format A2** : sur le site du projet de crématorium, Rue de la Commanderie des Templiers.
- **Insertion règlementaire dans la presse régionale**, par les soins de la commune de Sainte Eulalie :
 - Journal Sud-Ouest : 1ère publicité le mardi 20 août 2019 et seconde publicité le mardi 10 septembre 2019

- Journal Les Echos Judiciaires Girondins : 1ère publicité le vendredi 16 août 2019 et seconde publicité le vendredi 6 septembre 2019
Les copies de ces publicités sont en annexe n°III.

- **Mise en ligne des informations** sur l'ouverture et les dates de l'enquête publique, ainsi que les modalités de son déroulement sur le site internet de la mairie de Sainte Eulalie: <https://www.mairie-ste-eulalie.fr> , rubrique « Actualités ».



<https://www.mairie-ste-eulalie.fr/actualites> Copie d'écran

6-3 Déroulement de l'enquête

Le dossier complet et le registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert par Monsieur le Maire de la commune de Sainte Eulalie, coté et paraphé par moi-même, a été mis à la disposition du public à l'hôtel de ville de Sainte Eulalie, 1 place Charles de Gaulle **du vendredi 6 septembre 2019 à 9h au lundi 7 octobre 2019 à 19h soit durant 32 jours calendaires**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Un poste informatique a été mis à disposition du public pour la consultation du dossier d'enquête numérisé à la mairie de Sainte Eulalie, 1 place Charles de Gaulle, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Les pièces du dossier pouvaient également être **consultées** :

- **sur le site internet de la commune de Sainte Eulalie:** <https://www.mairie-ste-eulalie.fr>

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations sur le projet pouvaient être :

- **consignées** sur le registre d'enquête déposé à la mairie de Sainte Eulalie
- **adressées par écrit** au commissaire enquêteur à la mairie de Sainte Eulalie 1 place Charles de Gaulle 33560 Sainte Eulalie
- **adressées par courriel** à l'adresse électronique mentionnée sur l'avis d'enquête publique : renovation-urbaine@mairie-ste-eulalie.fr

L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions avec des dispositions d'accueil du public satisfaisantes et un personnel de la mairie de Sainte Eulalie aimable et disponible.

L'enquête n'a généré aucun incident.

J'ai eu l'opportunité de rencontrer Monsieur le Maire à plusieurs reprises ainsi que Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Responsable du service urbanisme - rénovation urbaine.

Visites de terrain :

Compte tenu de la sensibilité du public que j'ai constatée dès le début de l'enquête et de la nécessaire prise de connaissance du type particulier d'installation que constitue un crématorium, j'ai effectué plusieurs visites de terrain :

- Sur le site du projet, le 13 juin 2019 en compagnie du DGS et de la responsable du service urbanisme de la commune de Sainte Eulalie, à l'issue de la réunion d'organisation de l'enquête : accès, état du site et de son environnement, voirie.
- Sur le site du projet, le 25 septembre 2019 après ma seconde permanence, seul, pour examiner de manière détaillée, en fonction des observations du public, les aspects « co-visibilité habitations voisines – crématorium », « conditions de circulation dans la Rue de la Commanderie », y compris dans son prolongement nord jusqu'au site SANOFI, « hôtel en construction » à l'extrémité sud de la Rue de la Commanderie,
- Au crématorium de Biganos, le 15 juillet 2019 où j'ai eu l'opportunité d'effectuer une visite détaillée, y compris de la partie technique, avec le responsable du site, avant la mise en service de cet équipement prévue dans le courant de l'été 2019.
- Au crématorium de Montussan le 25 septembre 2019 après ma seconde permanence, pour examiner les aspects « co-visibilité avec les habitations voisines » et « stationnement de véhicules » sur ce site qui m'avait été commenté par plusieurs contributeurs.
- Au crématorium de Mérignac le 7 octobre 2019 au matin avant ma dernière permanence pour examiner les aspects d'intégration au site et de stationnement.

Par ailleurs je me suis rendu chez une entreprise de Pompes Funèbres (PFG Gradignan) pour m'enquérir des usages en matière de convois funéraires et de nombre moyen de véhicules, horaires de cérémonies et devenir des urnes cinéraires. J'ai confirmé ces renseignements auprès de l'administration du crématorium de Mérignac par téléphone.

6-4 Participation du public

Le public s'est beaucoup intéressé à cette enquête publique.

Pendant les 3 permanences, j'ai rencontré **18 personnes**.

- **Au total il y a eu 35 contributions (hors doublons) émanant de 68 personnes différentes.**
- **19 contributions ont été déposées sur le registre papier** dont 2 reçues par courrier déposé à la mairie de Sainte Eulalie à mon attention. Plusieurs contributions étaient accompagnées de documents de 2 à 5 pages et de photographies. Certaines personnes se sont exprimées à la fois sur le registre papier et par voie dématérialisée (doublons).
- **16 contributions ont été envoyées par voie électronique** pendant la durée de l'enquête, du vendredi 6 septembre 2019 à 9h au lundi 7 octobre 2019 à 19h, elles ont pu être consultées par le public sur le site de la mairie jusqu'à la clôture de l'enquête.
- **Aucune contribution n'est arrivée après la clôture de l'enquête.**

942 accès au dossier mis à disposition sur Internet ont été enregistrés par le compteur mis en

place par la mairie de Sainte Eulalie pendant la durée de l'enquête. Si l'on déduit les accès au dossier par le Service Urbanisme pour les besoins de gestion des contributions et leur mise en ligne pendant cette période, **on peut évaluer à plus de 800 les accès au dossier provenant du public, ce qui montre l'intérêt suscité par le projet.**

6-5 Clôture de l'enquête

Le registre d'enquête déposé en mairie et le dépôt des contributions par voie électronique ont été clos à l'expiration du délai de l'enquête, le lundi 7 octobre 2019 à 19h.

7 - OBSERVATIONS

7-1 Bilan des observations du public

J'ai dénombré **35 contributions hors doublons (2) émanant de 97 personnes différentes** et identifiées par leur nom ou leur mail.

Codage du mode de dépôt des contributions dans la suite de ce rapport :

- **RP : registre « papier »**
- **M : Internet par Mail**

L'ensemble des contributions a fait l'objet d'une synthèse de la part du commissaire enquêteur dans le « Procès-Verbal de Synthèse » en annexe IV au présent rapport et de réponses par le Maître d'Ouvrage, dans le « Mémoire en réponse », document donnés in-extenso en annexe V au présent rapport

Les réponses du Maître d'Ouvrage avec commentaires du commissaire enquêteur sont données dans le paragraphe 7-3 du présent rapport.

Sur le total de 35 contributions émanant de 97 personnes différentes :

- 26 contributions contre le projet à l'emplacement prévu, émises par 58 personnes identifiées (en comptant les votants du conseil municipal d'Ambarès du 04/10/19 qui se sont prononcés contre le projet, et dont la délibération a fait l'objet d'une contribution remise en main propre).
- 9 contributions favorables au projet, émises par 39 personnes identifiées (en comptant les signataires de la pétition déposée à la mairie de Ste Eulalie le 07/10/19)

Les riverains potentiels du projet et les élus d'Ambarès et Lagrave ont clairement su se mobiliser en apportant de nombreuses contributions contre le projet soumis à l'enquête.

Les habitants de Sainte Eulalie et des communes voisines au nombre de 39, ont néanmoins su marquer leur soutien au projet.

➤ **Contributions sur le registre papier déposé en mairie :**

Voir registre en annexe VII au rapport.

➤ **Contributions reçues sur l'adresse courriel mise en place par la mairie :**

Voir relevé des courriels en annexe VII au rapport.

Huit thèmes peuvent être identifiés, associés aux occurrences dans les contributions pour ou contre le projet, afin de classer et synthétiser les contributions émises par le public :

Thème auquel les contributions se rattachent	Nombre d'occurrences contre le projet	Nombre d'occurrences en faveur du projet
Impacts d'ordres psychologique et visuel sur les riverains	22	0
Circulation automobile et piétonnière aux abords du site	20	1
Aspects financiers pour les riverains et la commune de Ste Eulalie	13	1
Aspects environnementaux	13	
Concertation préalable à l'implantation du projet, choix du site	7	2
Pertinence de la création d'un crématorium par rapport aux installations actuellement disponibles dans le secteur	5	5
Présentation et contenu du dossier de demande d'autorisation	2	
Evacuation des eaux usées et eaux pluviales	1	
Divers (omission relevée sur un panneau d'affichage)	1	

On constate que les impacts psychologiques et visuels, ainsi que les problèmes de circulation automobile et piétonnière ont été particulièrement relevés par le public ; ils totalisent 50% des occurrences dans les contributions opposées au projet.

En second lieu, les aspects financiers, pour les riverains et la commune, ainsi que les aspects environnementaux, occupent une grande place dans les contributions du public.

7-2 Observations du commissaire enquêteur

J'ai joint 7 observations personnelles au procès-verbal de synthèse afin de clarifier certains points du dossier et fournir des éléments de réponse plus précis au public.

Mes observations se rattachent aux thèmes suivants :

➤ Concertation préalable à l'implantation du projet, choix du site :

De nombreuses contributions dénotent une frustration importante des riverains situés sur la commune d'Ambarès et Lagrave, qui se plaignent de n'avoir pas été informés de la genèse du projet. Tous avancent une perte de valeur immobilière de leur habitation et réclament une indemnisation, et certains soulignent qu'ils ne se seraient pas installés à cet endroit s'ils avaient eu connaissance du projet de crématorium, y compris pour des constructions qui semblent très récentes.

Pouvez-vous préciser le chronogramme de genèse du projet de crématorium ? :

- Date des premières recherches d'un site d'implantation d'un crématorium, motifs d'abandon, puis date de création de la Commission Crématorium pour la recherche de sites alternatifs, résultats de cette Commission.
- Etapes successives ayant permis d'envisager le projet de crématorium sur le site : évolutions du zonage et du règlement du PLU permettant d'envisager ce type d'installation, acquisition du terrain du projet par la commune...
- Concertation avec les communes voisines, information des riverains

- Ce projet ouvre-t-il droit à une indemnisation de riverains ? (qui semble difficile compte tenu du contexte intercommunal)

➤ **Aspects environnementaux :**

Le réactif « FACTIVATE » évoqué dans l'Annexe 8 du dossier (charbon actif + bicarbonate de sodium) traite les fumées refroidies à 150° dans un réacteur « ad hoc » via des « manches filtrantes » qui ensuite sont « décolmatées ». Les poussières issues du décolmatage sont stockées dans des « fûts hermétiques » qui sont évacués suivant une filière qui doit être définie.

- Pouvez-vous préciser cette chaîne de traitement des effluents gazeux issus de la combustion, les moyens de détection du colmatage des filtres, les actions d'entretien périodique qui en découlent et le devenir des « fûts hermétiques » ?

La composition des rejets est peu détaillée dans le dossier d'enquête, qui indique en substance qu'ils seront contrôlés et conformes à la réglementation en vigueur (arrêté du 28 janvier 2010).

- Quels sont les prévisions de volumes produits ?
- Quel est le retour d'expérience du constructeur sur la qualité des rejets des installations qu'il gère sur d'autres sites, vis-à-vis des différentes substances polluantes : métaux lourds (Hg, Pb etc), dioxine, D'autres composés peuvent-ils être liés aux pacemakers ou prothèses dont peuvent être dotées les personnes incinérées). Certaines prothèses (en titane par exemple) restent intactes à 850°C, comment cela est-il géré, quelle est la filière de valorisation des résidus métalliques ?

Le devenir des rejets atmosphériques : les habitations des riverains les plus proches seront situées à une vingtaine de mètres seulement à l'ouest du futur crématorium, d'autres sont situés à une centaine de mètres au sud-est du site.

- Je m'étonne que le dossier ne fasse pas apparaître « *a minima* » une rose des vents soulignant la direction, la force et la fréquence des vents dominants dans ce secteur. Ce point fait d'ailleurs l'objet d'une interrogation de la Préfecture de Gironde et de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) dans leur examen du dossier au cas par cas du 10 décembre 2018.

La qualité actuelle de l'air dans le secteur du projet de crématorium : compte tenu de la présence de l'autoroute A10 à forte circulation longeant le site à l'Est, de l'Avenue de Saint Loubès très fréquentée au Nord :

- Il me paraît souhaitable d'évoquer la qualité actuelle de l'air à proximité de ces infrastructures, sur la base des études et suivis en cours par différents organismes.

➤ **Pertinence de la création d'un crématorium par rapport aux installations actuellement disponibles dans le secteur**

- Il y a actuellement deux crématoriums en service autour de l'agglomération bordelaise, un à Mérignac et un à Montussan. Un nouvel établissement a été mis en service durant l'été 2019 à Biganos au sud-ouest de l'agglomération bordelaise.
 - Pour mieux évaluer la viabilité financière du projet, pouvez-vous détailler les prévisions d'activité sur lesquelles s'est basé le futur concessionnaire, la Société des Crématorium de France pour se porter candidat à la construction et l'exploitation du crématorium.

➤ **Evacuation des eaux usées et eaux pluviales**

- Le devenir des eaux pluviales de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées du projet (chaussées, toitures) semble avoir été modifié au cours de l'évolution du dossier.
- Dans une partie du dossier, leur évacuation puis leur infiltration est prévue par des « noues », mais il faut noter que le terrain envisagé pour le crématorium est en contrebas de la Rue de la Commanderie et disposera de peu d'espace en terrain naturel.
 - Dans une autre partie du dossier, correspondant aux documents plus récents à l'appui du permis de construire, il est prévu un stockage dans des chaussées-réservoir. Sachant qu'il n'existe pas d'exutoire naturel sous forme de fossé ou cours d'eau, l'infiltration sur place de ces eaux semble impérative. Des mesures de perméabilité des terrains superficiels ont-elles été réalisées pour s'assurer de la faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales sur le site ?

7-3 Procès-verbal de synthèse des observations, mémoire en réponse du pétitionnaire et commentaires du commissaire enquêteur

Le 14 octobre 2019, j'ai remis en main propre et en l'explicitant le procès-verbal des observations consignées dans les registres papier et électronique, reçues sur l'adresse mail dédiée à l'enquête et reçues par courrier ainsi que les questions du commissaire enquêteur, à M le Maire de Sainte Eulalie en présence de M Guibert Directeur Général des Services de la Commune et de Mme Beau Responsable du service urbanisme et rénovation urbaine.

J'ai également envoyé ce document par courrier électronique ce même jour au service urbanisme de la commune.

J'ai reçu le mémoire en réponse signé de M le Maire de Sainte Eulalie par courrier électronique dans les délais prescrits le 25 octobre 2019.

L'intégralité du mémoire en réponse se trouve en annexe V de ce rapport. Dans celui-ci, les observations ont été numérotées, identifiées par RP « Registre Papier » ou M « Mail » puis classées par thème.

Les contributions sur le registre papier déposé en mairie sont dans le registre joint en annexe VII au présent rapport et les contributions reçues sur l'adresse courriel mise en place par la mairie sont reproduites en annexe VII au présent rapport.

Rappel des thèmes identifiés auxquels les contributions se rattachent
Impacts d'ordres psychologique et visuel sur les riverains
Circulation automobile et piétonnière aux abords du site
Aspects financiers pour les riverains et la commune de Ste Eulalie
Aspects environnementaux
Concertation préalable à l'implantation du projet, choix du site
Pertinence de la création d'un crématorium par rapport aux installations actuellement disponibles dans le secteur
Présentation et contenu du dossier de demande d'autorisation
Evacuation des eaux usées et eaux pluviales
Divers (omission relevée sur un panneau d'affichage)

7-3-1 Impacts d'ordres psychologique et visuel sur les riverains

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

La commune s'est attachée à l'aspect visuel du bâtiment afin qu'il soit le plus sobre possible et le mieux intégré : ainsi, des formes classiques de toitures en tuile romane, des façades simples sont autant d'éléments pour que la construction ne dénote pas par rapport aux constructions traditionnelles locales.

De même, le traitement paysager de la parcelle doit participer à la qualité du projet. La haie végétale bordant la limite de la rue de la commanderie des templiers devra permettre tant à travers les espèces choisies que les hauteurs de plantation de limiter les vues directes sur l'équipement.

Concernant l'implantation de l'équipement par rapport à la voirie, et donc la distance par rapport aux constructions situées de l'autre côté de la rue de la commanderie des templiers, le projet est conforme aux règles du Plan Local d'Urbanisme.

Aucun texte législatif ne confirme les distances énoncées par l'observation M2. Il s'agit vraisemblablement que d'un copier / coller d'un ancien texte qui ne règlementait pas ce type d'équipement.

Aucun texte législatif ne confirme les distances énoncées par l'observation M2. Il ne s'agit vraisemblablement que d'un copier / coller d'un ancien texte qui ne règlementait pas ce type d'équipement.

Enfin, l'étude d'expertise de sécurité routière sur le carrefour de la rue de la commanderie des templiers et de l'avenue de Saint-Loubès oriente le projet vers une desserte du site par l'aménagement d'un double sens sur les 30 premiers mètres de la voie. Cet aménagement concentre donc l'impact automobile uniquement sur la construction dont le chantier est arrêté depuis plusieurs années maintenant et qui est située à l'angle des deux voies.

Les familles des défunts ne s'engageront donc que sur la 1ère partie de la rue de la commanderie des Templiers avant de rentrer dans le parking. Ils ne longeront donc pas les 5 maisons existantes et actuellement habitées.

Dans les aspects environnementaux du mémoire en réponse de la commune :

· Arbres, protection visuelle

Le projet d'aménagement et de construction choisi par la commune de Sainte-Eulalie a pris en compte une forte contrainte paysagère. Le projet de La Société des Crématoriums de France maintient en l'état la zone du terrain la plus proche de la route départementale. Là où aujourd'hui se trouve une décharge sauvage, des espaces verts seront aménagés autour du bâtiment et des espaces de stationnement. De surcroît, la plantation de nouveaux arbres est projetée, tel que cela apparaît dans les plans du permis de construire modificatif.

Les parkings sont aménagés avec un arbre toutes les quatre places et des massifs végétalisés. Le projet prévoit de maintenir les sujets d'arbres les plus nobles. À la vue de nombreux sujets sur la parcelle existante, on distingue des essences indigènes sans aucun intérêt qui seront abattues (notamment des bouleaux, arbres considérés comme arbre à fort potentiel allergisant). Le projet prévoit d'abattre au total comme indiqué sur les plans trente-et-un sujets. Pour pallier à l'abattage de ces sujets, quarante-trois nouveaux sujets sont plantés. Les arbres et la densité de végétation existante sur le site limite largement l'impact visuel des espaces créés. Dans une démarche de

paysagiste concepteur, nous avons volontairement dépassé le nombre d'arbre à planter pour améliorer le cadre visuel intérieur du site. Les haies, les arbres existants maintenus, la densité des espaces conservés et les nouveaux massifs plantés viennent naturellement créer des espaces ombragés et limiter l'impact visuel des véhicules.

Actuellement, les cinq maisons, majoritairement construites après 2005 et donc postérieurement à la création de la zone UY de 1987, qui sont situées de l'autre côté de la rue de la Commanderie des Templiers par rapport au projet du crématorium sont constituées de larges parcelles et pour la plupart clôturées par des murs hauts (photos ci-dessous).



Le terrain du projet du crématorium sert aujourd'hui de décharge sauvage, l'impact visuel du projet ne fera donc qu'améliorer la situation d'autant plus qu'il prévoit un important volet paysager.

Commentaire du commissaire enquêteur

Il s'agit, dans le cas de ce projet, d'une préoccupation majeure du public, alors que cet aspect n'est pas évoqué dans l'examen des contraintes et incidences environnementales au cas-par-cas par la Mission d'Evaluation Environnementale, qui a conduit à l'arrêté de dispense d'étude d'impact émis par le Préfet de Région Nouvelle Aquitaine le 10 décembre 2018.

La réponse de la commune est complète et se base sur les données du dossier et la réglementation générale qui confirment la conformité du projet, notamment par rapport aux règles du Plan Local d'Urbanisme et aux différentes contraintes environnementales.

Un crématorium constitue une installation encore peu courante et récente par rapport aux cimetières installés dans le paysage depuis des siècles, y compris au centre des bourgs. Pourtant, l'impact visuel d'un cimetière de plusieurs centaines de tombes est important, et les cérémonies d'inhumation sont directement visibles par les habitants du voisinage et les passants, adultes ou enfants.

Le législateur a prévu – pour des questions d'hygiène publique et de co-visibilité – le respect d'une distance minimale de 35m entre les habitations et les cimetières nouvellement implantés.

Une telle distance n'a pas été imposée pour les crématoriums, qui, il faut le reconnaître, ne présentent pas de risque sanitaire au niveau du sol et du sous-sol, ont des rejets uniquement atmosphériques et très contrôlés, et s'attachent à occulter tout aspect extérieur « funèbre » grâce à un traitement architectural soigné et à un environnement paysager adapté évitant autant que possible la co-visibilité avec les habitations proches.

En outre, le bâtiment du projet de Sainte Eulalie réduira son impact visuel en étant de plein pied, avec un toit traditionnel doté de tuiles romanes avec une faible hauteur (6,7m au maximum) ; il sera implanté en léger contrebas de la rue de la Commanderie et de l'Avenue de St Loubès, avec une façade orientée au Nord, non visible des habitations les plus proches.

Le projet présenté par la commune me paraît répondre à des critères de moindre impact visuel.

L'aspect psychologique d'acceptation du projet dépend évidemment de la sensibilité de chacun, qui peut être exacerbée par la proximité de l'installation : 20 à 25m pour les 3 habitations les plus proches.

Les craintes de certains riverains concernant la gêne causée par des démonstrations de douleur des familles hors du bâtiment me paraissent excessives car plusieurs salles et salons dans le crématorium permettent aux familles de se réunir et cela à l'abri de la vue des riverains.



J'ai constaté que les 4 à 5 habitations en face du site disposaient de murs de clôture hauts ou de haies très occultants, et que le terrain prévu pour l'implantation du crématorium servait actuellement de décharge sauvage, avec un impact visuel et environnemental particulièrement négatif pour les résidents et les passants.



A noter que la suggestion par certains contributeurs d'implanter le crématorium dans un environnement de zone d'activité industrielle ou artisanale classique (à proximité immédiate d'un magasin de literie ou d'une enseigne de bricolage très fréquentée, comme constaté sur un autre site de crématorium), peut avoir un impact très négatif sur les familles en deuil dans un moment de nécessaire recueillement.

7-3-2 Circulation automobile et piétonnière aux abords du site

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

Dans le cadre des échanges avec les riverains fin 2018, et face à l'inquiétude de ces derniers sur les nuisances liées à la circulation automobile, la commune a confié au bureau d'études « Lignes de conduite » une expertise de sécurité routière. Cette étude réalisée en janvier et février 2019 a permis de réunir Bordeaux Métropole, gestionnaire de l'avenue de Saint-Loubès, le Conseil Départemental de la Gironde, propriétaire de cette même voie, la commune de Sainte-Eulalie et la Société des Crématorium de France, afin de choisir le scénario le plus performant en terme de mise en sécurité du carrefour entre la rue de la commanderie des templiers et l'avenue de Saint-Loubès.

Un carrefour aménagé en rond-point permettrait de casser les vitesses sur la RD911 et de se sécuriser les entrées et sorties de la rue de la commanderie des templiers. Au-delà de la gestion des circulations liées à l'activité du crématorium, cet aménagement sera une vraie plus-value sur ce secteur tant pour les entreprises situées au nord de la RD242 que pour les riverains et autres automobilistes situés au sud de l'avenue. Ce projet de rond-point est d'ailleurs intégré dans le dossier de permis de construire.

Concernant les cheminements doux, la commune s'est engagée lors du Conseil municipal du 14/10/2019 sur la réalisation d'un trottoir pour garantir la sécurité des piétons le long du futur crématorium.

Ainsi, la sécurité des flux automobiles ou piétons améliorera considérablement la situation existante.

Commentaire du commissaire enquêteur

C'est une préoccupation majeure du public, qui subit les embouteillages dans ce quartier surchargé en début et fin de journée : sur l'Avenue de Saint Loubès - qui sert de déviation face aux bouchons récurrents sur l'autoroute A10 - et au débouché de la Rue de la Commanderie sur l'Avenue de Saint Loubès, avec la quasi impossibilité de tourner à gauche en l'absence de feux tricolores ou de giratoire.

La réponse de la commune est satisfaisante et l'aménagement proposé d'un giratoire, et la mise en double sens du début de la Rue de la Commanderie en face de l'entrée du crématorium me paraissent à même d'améliorer la sécurité et la fluidité de la circulation automobile sur l'Avenue de St Loubès (RD242) ainsi que pour les riverains et autres automobilistes situés le long de la Rue de la Commanderie au sud de la RD242 (où se situe le projet) et pour les entreprises situées au nord de la RD242.

Un carrefour aménagé en rond-point permettra de casser les vitesses sur la RD911 et de sécuriser les entrées et sorties de la Rue de la Commanderie. Au-delà de la gestion des circulations liées à l'activité du crématorium, je pense que cet aménagement améliorera sensiblement la circulation générale dans ce secteur.



Débouché de la R. de la Commanderie « nord » sur Av. St Loubès / Extrémité sud de la R. de la Commanderie, site futur hôtel

La création de difficultés de circulation dans la partie nord de la Rue de la Commanderie, en direction du site « Sanofi », a été signalée par un contributeur, notamment du fait de poids lourd qui l'emprunteraient si un giratoire était aménagé. Je pense que ces craintes sont infondées : la partie nord de la Rue de la Commanderie est limitée explicitement à 6 tonnes et un giratoire de configuration particulière a été mis en place à l'extrémité nord de la rue pour interdire le franchissement par des véhicules à fort gabarit.

Je pense que l'impact de la fréquentation du crématorium sur le trafic sera effectif, mais modéré :

- du fait du nombre réduit de véhicules, évalué à une trentaine par cérémonie en moyenne, 80 au maximum en fonction de la capacité de stationnement du projet,
- des horaires de crémation, décalés par rapport aux horaires de bureau en raison de contraintes de formalités administratives et autres.

Selon les Pompes Funèbres que j'ai questionnées, les conditions actuelles de circulation font que les convois funéraires ne sont plus constitués, les participants aux cérémonies arrivent au crématorium de manière étagée sur la base d'une heure de rendez-vous. Le corbillard arrive séparément, une demie heure à trois quarts d'heure au moins avant la cérémonie pour satisfaire à des formalités administratives et pour la préparation matérielle de la cérémonie.

La construction d'un giratoire au croisement R. de la Commanderie / Av. de St Loubès et la mise à double sens sur 30m environ de la Rue de la Commanderie permettront au public de ne pas passer devant les habitations riveraines pour accéder aux parkings du crématorium. En outre, dans la dernière configuration du permis de construire, le personnel du crématorium et le corbillard (3 à 4 véhicules) pourraient accéder à la partie technique via les parkings publics du site et le portail intérieur coulissant à accès restreint, sans passer par l'accès « pompiers » donnant sur la rue de la Commanderie. Dans cette hypothèse, aucun véhicule accédant au crématorium n'emprunterait la Rue de la Commanderie le long des habitations riveraines.

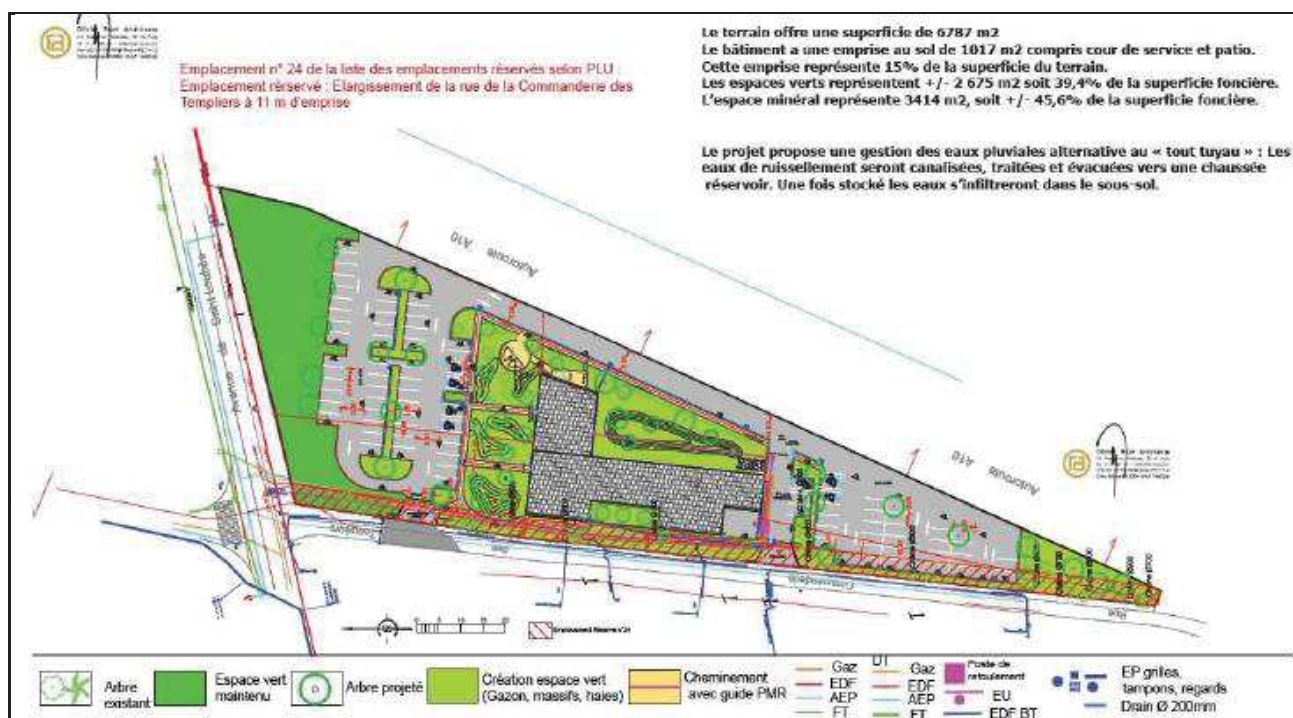
L'hôtel en cours de construction à l'extrémité sud de la Rue de la Commanderie (hors objet de l'enquête) augmentera effectivement le trafic de véhicules dans cette rue aux heures de sortie des clients, mais de manière modérée (capacité de 30 chambres environ).

Une quinzaine d'habitations seulement ont un débouché sur le tronçon sud de la Rue de la Commanderie, ce qui induit une circulation normalement faible pour les riverains

Tous ces éléments soulignent la nécessité impérative de la mise en place du giratoire au croisement R. de la Commanderie / Av. de St Loubès et la mise à double sens sur 30m environ de la Rue de la Commanderie comme prévu dans la dernière version du projet, et cela dès la phase travaux du crématorium.

Plusieurs contributeurs ont signalé les difficultés de circulation des piétons, et notamment des enfants, le long de la Rue de la Commanderie, du fait de l'absence de trottoir. Je note que la commune de St Eulalie a prévu dans le récent PLU et au conseil municipal du 14/10/2019, un emplacement réservé pour la mise en place d'un trottoir dans la Rue de la Commanderie côté Est pour sécuriser la circulation des piétons le long du site du futur crématorium. Cette initiative me paraît très intéressante pour répondre à des préoccupations exprimées dans plusieurs observations du public.

Il serait souhaitable que la commune d'Ambarès et Lagrave réalise un aménagement similaire de la banquette en terrain naturel qui existe côté Ouest le long des habitations situées en face du projet de crématorium, pour améliorer la circulation piétonnière de ses propres riverains et compléter ainsi la sécurisation de la voirie.



7-3-3 Aspects financiers pour les riverains et la commune de Ste Eulalie

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

La présence d'une zone UY à vocation d'activités économiques existante depuis 1987 sur ces parcelles est un critère conséquent dans l'évaluation de l'environnement de ce secteur. Elle se caractérise par des infrastructures de desserte importantes telles que l'A10 ou le RD242 (avenue de Saint-Loubès). La présence d'ateliers métropolitains, ou autres activités industrielles de l'autre côté de l'avenue de Saint-Loubès, sur la commune d'Ambarès-et-Lagrave, vient conforter la vocation économique de ce secteur. Il en est de même à l'autre extrémité de la rue de la commanderie des templiers avec le Brico Leclerc. Aussi, les nuisances du crématorium sont à relativiser au regard de l'importance des entreprises riveraines ou des infrastructures routières.

Par ailleurs, concernant le bénéfice que va tirer la commune des redevances perçues, il est nécessaire de préciser que ces dernières ne représenteront que 1.8% environ des recettes du budget communal annuel. Néanmoins, les recettes générées par le crématorium permettront d'améliorer les équipements publics (voirie, médiathèque, complexe sportif de la commune) dont bénéficient l'ensemble des usagers qu'ils soient communaux ou extra-communaux, et participeront ainsi à financer des équipements d'intérêt général.

Et dans la partie « choix du site » de la réponse de la commune :

Indemnisation des riverains

Actuellement, les cinq maisons, majoritairement construites après 2005 et donc postérieurement à la création de la zone UY de 1987, qui sont situées de l'autre côté de la rue de la Commanderie des Templiers par rapport au projet du crématorium sont constituées de larges parcelles et pour la plupart clôturées par des murs hauts (photo).

Le terrain du projet du crématorium sert aujourd'hui de décharge sauvage, l'impact visuel du projet

ne fera donc qu'améliorer la situation d'autant plus qu'il prévoit un important volet paysager.

Le terrain du projet du crématorium est aussi bordé par l'autoroute A10 qui compte en ce point un passage moyen de 100 000 voitures par jour. Le projet du crématorium n'aggraverait donc pas la situation en termes de rejets atmosphériques ou en termes de nuisances sonores.

L'architecture du crématorium est proche d'une grosse maison individuelle en RDC avec des endroits clairs et une toiture en tuiles. Le projet s'intègre donc bien à la zone pavillonnaire.

Au vu de l'ensemble de ces points, nous n'estimons pas que les riverains subissent des préjudices liés à la qualité de leur environnement, aucune indemnité n'est donc prévue.

Commentaire du commissaire enquêteur

Je prends note de l'argumentaire de la commune qui comporte des points intéressant l'urbanisme, les finances publiques communales et l'environnement.

La dépréciation des propriétés situées en face du futur crématorium est une préoccupation majeure du public ainsi qu'on le constate dans les contributions.

Je pense que cette dépréciation sera réelle mais difficile à apprécier objectivement et limitée par différents facteurs tels que :

- L'environnement actuel avec la décharge sauvage installée devant les habitations en face du projet du fait de l'inoccupation du site, et la proximité immédiate de l'autoroute A10 qui génère un bruit ambiant important,
- le classement des parcelles du site du futur crématorium en Zone UY (activités industrielles, commerciales, artisanales, ICPE etc) depuis 1987, qui a dû être pris en compte par les habitants qui ont souhaité acheter du foncier à des conditions peut être avantageuses, et construire en limite de cette zone UY en connaissance de cause. De fait, les images satellitaires de 2000 et 2006 (Géoportail et Google Earth) ne montrent aucune habitation réellement en face du bâtiment du futur crématorium. Les constructions les plus impactées sont donc les plus récentes.

- le fait que le crématorium comportera un bâtiment sans étage, à toit traditionnel de tuiles d'aspect neutre, et non industriel, et disposera d'un traitement paysager soigné, détaillé dans le dossier de permis de construire,
- l'amélioration prévue au PC de l'accès à la Rue de la Commanderie des Templiers, pour le public se rendant au crématorium, mais aussi pour les riverains qui bénéficieront d'un débouché aisé sur l'Avenue de St Loubès.

A mon sens, la mise en place d'un giratoire au croisement R. de la Commanderie / Av. de St Loubès est indispensable pour fluidifier et sécuriser la circulation dans ce secteur. Cet aménagement devrait apporter une réelle plus-value aux riverains de la Rue de la Commanderie.

Je note que les échanges au cours de la réunion de concertation du 1^{er} février 2018 entre les élus du secteur, ont porté essentiellement sur les aspects liés à la circulation et à la redevance dont allait bénéficier la commune de Ste Eulalie grâce au crématorium, ce qui a été résumé par un participant : « Les problèmes d'accès peuvent être réglés en créant des aménagement de voirie, la vraie question repose plus sur les retombées financières que sur le bien-fondé de ce projet... ». Je regrette que le dialogue ne se soit pas réellement instauré lors de cette réunion, et que les élus présents n'aient pas été en mesure de proposer un projet alternatif, alors qu'ils contestaient celui présenté par la commune de Sainte Eulalie et admettaient la nécessité de mise en place d'un nouveau crématorium près de l'agglomération bordelaise.

J'observe que compte rendu de cette réunion du 1^{er} février 2018 ne mentionne pas la dépréciation possible des biens immobiliers en face du site, ni d'ailleurs l'impact psychologique possible du projet sur les riverains, deux aspects mis en avant de manière majeure par les contributeurs lors de l'enquête publique.

7-3-4 Aspects environnementaux

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

Ci-après sont repris les quatre thèmes mentionnés dans le rapport préliminaire.

· Rejets (atmosphère, sol, odeurs)

L'activité d'un crématorium est régie par des règles sanitaires définies au niveau européen 2009 et retranscrites dans le droit national français dans l'arrêté du 28 janvier 2010 « relatif à la hauteur de la cheminée des crématoriums et aux quantités maximales de polluants contenus dans les gaz rejetés à l'atmosphère ». Concrètement, chaque appareil de crémation est équipé d'une ligne de filtration purifiant les rejets. Les seuils de rejets ont été fixés par la loi à des niveaux suffisamment minimes pour rendre les fumées invisibles et assurer une parfaite innocuité pour l'environnement (humains, animaux, végétaux, chaîne alimentaire). Aucune odeur particulière n'est jamais constatée à proximité d'un crématorium.

· Combustibles

Aucune consommation d'essence n'est faite par le crématorium. Les équipements de crémation et de filtration sont alimentés en énergie par le réseau électrique et par le gaz de ville.

· Bruits

L'activité d'un crématorium ne fait pas davantage de bruit que toute activité de service public au service de familles. Sauf à vouloir sanctuariser la décharge sauvage située rue de la commanderie, il est difficilement envisageable de projeter des infrastructures publiques plus silencieuses.

Les équipements de filtration, notamment les aéroréfrigérants, respectent les normes d'urbanisme en vigueur et s'insèrent parfaitement dans un milieu phonique résidentiel.

· Arbres, protection visuelle

Le projet d'aménagement et de construction choisi par la commune de Sainte-Eulalie a pris en compte une forte contrainte paysagère. Le projet de La Société des Crématoriums de France maintient en l'état la zone du terrain la plus proche de la route départementale. Là où aujourd'hui se trouve une décharge sauvage, des espaces verts seront aménagés autour du bâtiment et des espaces de stationnement. De surcroît, la plantation de nouveaux arbres est projetée, tel que cela apparaît dans les plans du permis de construire modificatif.

Les parkings sont aménagés avec un arbre toutes les quatre places et des massifs végétalisés. Le projet prévoit de maintenir les sujets d'arbres les plus nobles. À la vue de nombreux sujets sur la parcelle existante, on distingue des essences indigènes sans aucun intérêt qui seront abattues (notamment des bouleaux, arbres considérés comme arbre à fort potentiel allergisant). Le projet prévoit d'abattre au total comme indiqué sur les plans trente-et-un sujets. Pour pallier à l'abattage de ces sujets, quarante-trois nouveaux sujets sont plantés. Les arbres et la densité de végétation existante sur le site limite largement l'impact visuel des espaces créés. Dans une démarche de paysagiste concepteur, nous avons volontairement dépassé le nombre d'arbre à planter pour améliorer le cadre visuel intérieur du site. Les haies, les arbres existants maintenus, la densité des espaces conservés et les nouveaux massifs plantés viennent naturellement créer des espaces ombragés et limiter l'impact visuel des véhicules.

Il est à noter que le permis de construire modificatif stipule en article 2 : « Le service espaces verts de la commune devra être associé dans le choix des essences des nouveaux massifs plantés, notamment le long de la rue de la Commanderie des templiers afin de créer un écran végétal et ainsi de masquer au maximum les covisibilités. »

Rejets : chaîne de traitement des effluents gazeux, réactif utilisé

Les effluents gazeux subissent dans un premier temps une double combustion au sein même de

l'appareil de crémation, suite à quoi ils sont immédiatement refroidis dans un échangeur thermique pour pouvoir se mélanger au réactif filtrant FACTIVATE. Ce réactif filtrant, du fait de son extrême porosité, capte les éléments chimiques présents dans les effluents gazeux. Ce mélange « effluents + réactif chargé » traverse ensuite les manches filtrantes : l'air purifié est émis dans l'atmosphère et le réactif chargé s'accumule et se colmate sur les manches filtrantes durant la journée. En fin de journée, le dispositif de filtration (constitué de toutes les manches filtrantes) reçoit des impulsions visant à décolmater le réactif chargé. Ce réactif est récupéré dans des fûts spécifiques par une vis sans fin.

Le degré de colmatage des filtres est détecté par l'ordinateur du dispositif, relié à un détecteur de pression. Plus les filtres sont colmatés, plus la pression augmente. Concrètement, si la pression dépasse 200 mbar, l'ordinateur réagit et envoie les instructions au dispositif. Le moindre défaut de filtration est anticipé via la sonde à pression, qui permet également au personnel de suivre et de comprendre les processus en cours. Une vérification visuelle des degrés de colmatage est également possible grâce aux trappes présentes sur les équipements de filtration.

Parallèlement à cela, notre personnel suit chaque semaine le réactif neuf et le réactif chargé récupéré, pour s'assurer de la correspondance en entrée et en sortie des quantités. Tout écart provient soit d'un colmatage, soit d'une accumulation de réactif dans la vis sans fin ; dans tous les cas, une intervention humaine permet d'anticiper toute difficulté.

Les fûts usagés fournis par le fabricant des équipements de crémation, étanches, sont éliminés via une filière spécifique, par voie d'enfouissement en centre technique.

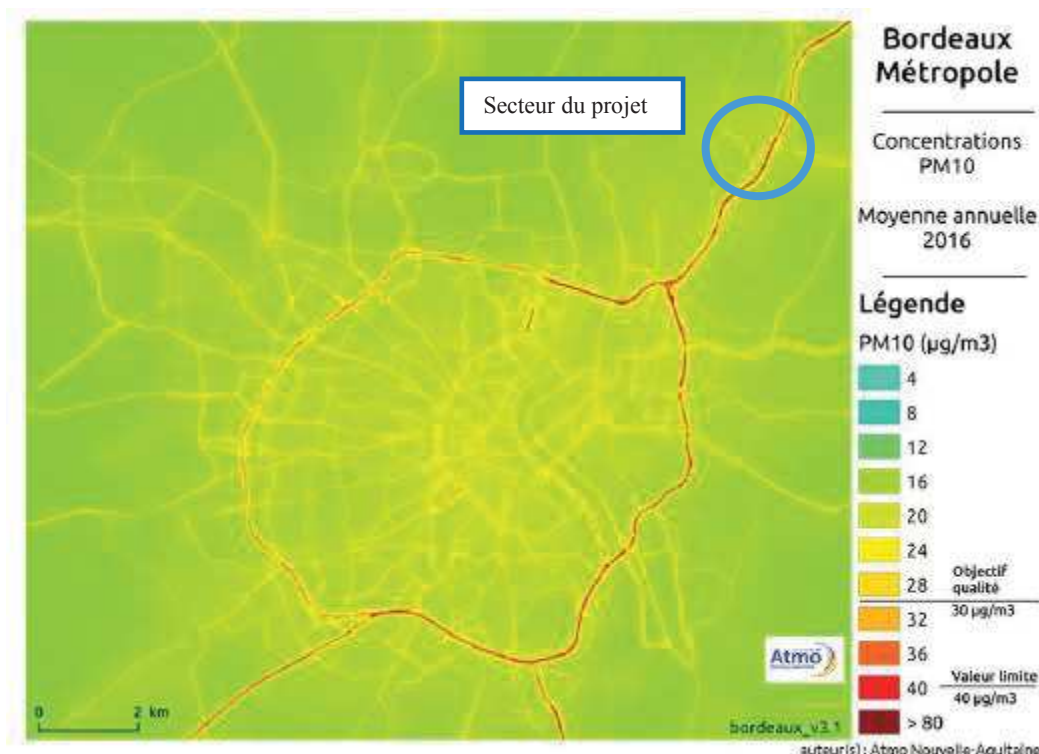
En reprenant les statistiques fournies par SCF : « L'ensemble des valeurs mesurées sur nos installations démontrent des résultats largement inférieurs et donc conformes aux valeurs limites exigées par l'arrêté du 28 janvier 2010 (...). »

« D'après ces études, aucun dépassement des objectifs de qualité de l'air ne devrait être observé dans l'environnement du site. (...) Un contrôle réglementaire sera assuré tous les 2 ans pour vérifier le respect des limites fixées par l'arrêté. »

Qualité actuelle de l'air dans le secteur du projet

La carte ci-dessous (concentrations de particules fines – PM 10) est issue du site de l'observatoire Atmo Nouvelle-Aquitaine, observatoire régional de l'air et qui réunit les dix-neuf Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air. L'observatoire assure le suivi des dépassements de valeurs limites en dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, et particules fines.

Il n'existe pas en effet d'études spécifiques sur la portion territoriale qui nous intéresse mais les cartes de l'Atmo sur l'agglomération bordelaise font apparaître des seuils de pollution conséquents le long de l'A10.



Toutefois, il convient de rappeler que le projet de crématorium a été soumis à l'Autorité environnementale régionale dans le cadre d'un examen au cas par cas pour juger de la pertinence d'une étude d'impact incluant la mesure d'effets environnementaux cumulés (cf. arrêté du 10 décembre 2018 en PJ). La préfecture a arrêté que le projet de crématorium de Sainte-Eulalie ne présentait aucun aspect de nature à justifier une telle étude comparative, le simple respect des dispositions réglementaires et urbanistiques en vigueur assurant l'innocuité de cette activité pour le voisinage.

Commentaire du commissaire enquêteur

La réponse de la commune est complète et précise. Des documents détaillés l'accompagnent :

- Mémoire technique d'ATI Environnement concernant les fours de crémation et les dispositifs de filtration et d'épuration des gaz,
- Approche climatique du cabinet eSKa Conseil concernant la qualité de l'air dans le secteur du crématorium, avant sa construction, et la rose des vents de dispersion des gaz dans l'environnement du site.

Concernant l'aspect paysager, la commune rappelle les éléments du projet architectural et les engagements pris au niveau du permis de construire.

Je retiens en particulier, compte tenu des préoccupations exprimées par le public, que « Les haies, les arbres existants maintenus, la densité des espaces conservés et les nouveaux massifs plantés viennent naturellement créer des espaces ombragés et limiter l'impact visuels des véhicules. {...} Le service espaces verts de la commune devra être associé dans le choix des essences des nouveaux massifs plantés, notamment le long de la rue de la Commanderie des Templiers afin de créer un écran végétal et ainsi de masquer au maximum les covisibilités. »

Le tableau des statistiques d'analyses des rejets gazeux d'autres crématoriums gérés par la SCF, par des laboratoires indépendants agréés COFRAC, montre une conformité des teneurs en différentes substances polluantes vis-à-vis des normes les plus récentes. La ligne de traitement des gaz et ses dispositifs de filtration font l'objet d'une description détaillée dans le document ATI Environnement, ainsi que la maintenance

journalière automatique, et curative 3 à 4 fois par an sur la base de la détection par des capteurs de poussière. Le contrôle réglementaire tous les deux ans sur les rejets est rappelé, il s'agit de vérifier le respect des limites de l'arrêté du 28/01/2010 qui conditionne la poursuite de l'exploitation.

L'approche climatique que j'ai demandée montre que les vents dominants en force, fréquence et direction, sont du secteur Ouest-Sud Ouest, ce qui signifie que les habitations les plus proches ne sont pas dans la zone d'influence des vents dominants.

Une simulation de dispersion du « dioxyde de soufre, la plus défavorable dans l'ensemble des études (percentile 99,7 des valeurs moyennes horaires) », et en ne considérant que la contribution du crématorium, montre, pour les habitations les plus proches, « qu'aucun dépassement des objectifs de qualité de l'air ne devrait être observé dans l'environnement du site. Les concentrations simulées sont faibles, en moyenne annuelle comme en termes de percentiles réglementaires ».



Par ailleurs, j'ai demandé, sur la base de relevés existants, une approche de la qualité actuelle de l'air dans ce secteur où la circulation automobile est intense. La commune de Sainte Eulalie a présenté une carte de l'ensemble de l'agglomération bordelaise sur la base des relevés de l'observatoire Atmo.

Je pense utile de la compléter par un zoom sur le secteur du projet qui confirme l'impact actuel en polluants d'origine routière des infrastructures principales : autoroute A10 et Avenue de St Loubès, qui apparaissent clairement sur la carte de synthèse annuelle. A noter qu'en raison des vents dominants de secteur ouest, les riverains du projet de crématorium sont relativement peu impactés.



7-3-5 Concertation préalable à l'implantation du projet, choix du site

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

Les étapes du projet du crématorium

Le projet d'un deuxième crématorium sur la Rive Droite, autour des accès de l'A10, date des années 2005/2006 où des premiers échanges avec Ste Eulalie avaient eu lieu avec le Maire (M. Christian LAUR).

Plusieurs réflexions ont été engagées par la suite avec les communes voisines d'Ambarès-et-Lagrave (M. Michel Héritié) où plusieurs sites ont été évoqués en 2008 et 2010 mais jamais retenus, puis à Carbon-Blanc (successivement avec M. Franck Maurras et M. Nicolas Madrelle puis avec M. Alain Turby) où un site avait été évoqué de 2011 à 2014 en face du cimetière, rue Lafontaine, mais jamais engagé.

C'est ainsi que fin 2014, le projet est de nouveau évoqué sur Sainte-Eulalie. Face aux besoins croissants de crémations et aux retours des familles qui évoquent des délais d'attente trop longs pour faire les crémations, le Conseil Municipal a fait le choix, en responsabilité, de s'emparer du projet.

Par délibération du 26 mai 2015, la Commune de Sainte-Eulalie avait décidé d'engager la construction et l'exploitation d'un crématorium et avait à cet effet lancé une procédure de délégation de service public. Le site retenu était le parking à proximité du cimetière de Loume, situé Avenue de l'Europe. En raison de problèmes d'accessibilité (loin des routes départementales et peu visible) et de sécurité du site (quartier de Loume avec des problématiques d'incivilités récurrentes), mais également du fait de l'évolution des besoins et du risque financier, le conseil municipal, par délibération du 14 novembre 2016, a décidé de déclarer sans suite pour motifs d'intérêt général la procédure de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation d'un tel équipement, dans l'attente de l'identification d'un nouveau site plus adapté. Après étude, la commission « crématorium » qui s'est réunie le 20 juin 2017, a retenu un nouveau site situé rue de la Commanderie des Templiers, sur un terrain municipal, plus accessible et visible, équipé des réseaux, et arboré.

Ainsi, par délibération du conseil municipal en date du 10/07/2017 la commune de Sainte-Eulalie a approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un contrat de concession pour la construction du crématorium et validant le choix du site étudié par la commission. Cette délibération a été publiée le 18/07/2017.

L'avis d'appel à candidatures a ensuite été publié le 23 septembre 2017.

L'ouverture et l'examen des dossiers de candidatures par la commission de délégation de services publics s'est déroulé dès fin octobre et a abouti le 16 juillet 2018 avec la délibération du conseil municipal portant approbation du contrat de concession pour la construction et l'exploitation d'un crématorium avec la société SCF et autorisant M. le Maire à le signer. Cette délibération a été publiée le 20/07/2018.

La concertation

Les riverains de la rue de la commanderie des Templiers ont pu consulter les délibérations du Conseil Municipal de Sainte-Eulalie relatives au projet le 26 octobre 2017. Pour mémoire, la délibération autorisant le maire à engager la procédure nécessaire à la mise en oeuvre d'une procédure de délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'un crématorium date du 10/07/2017.

Une première rencontre entre quelques riverains et M. Hubert Laporte, Maire de Sainte-Eulalie, s'est déroulée fin octobre 2017.

Une deuxième réunion avec les riverains et des élus d'Ambarès-et-Lagrave et M. Laporte, Maire de Sainte-Eulalie s'est tenue le 10 novembre 2017.

Une réunion s'est tenue le 1er février 2018 réunissant les maires des communes de la rive droite pour évoquer le projet de crématorium en présence d'Alain David, Député de la 4ème circonscription de la Gironde.

Pour rappel, la délibération approuvant le contrat de concession pour la création, le financement, la construction et l'exploitation du crématorium et autorisant le Maire à le signer date du 16 juillet 2018.

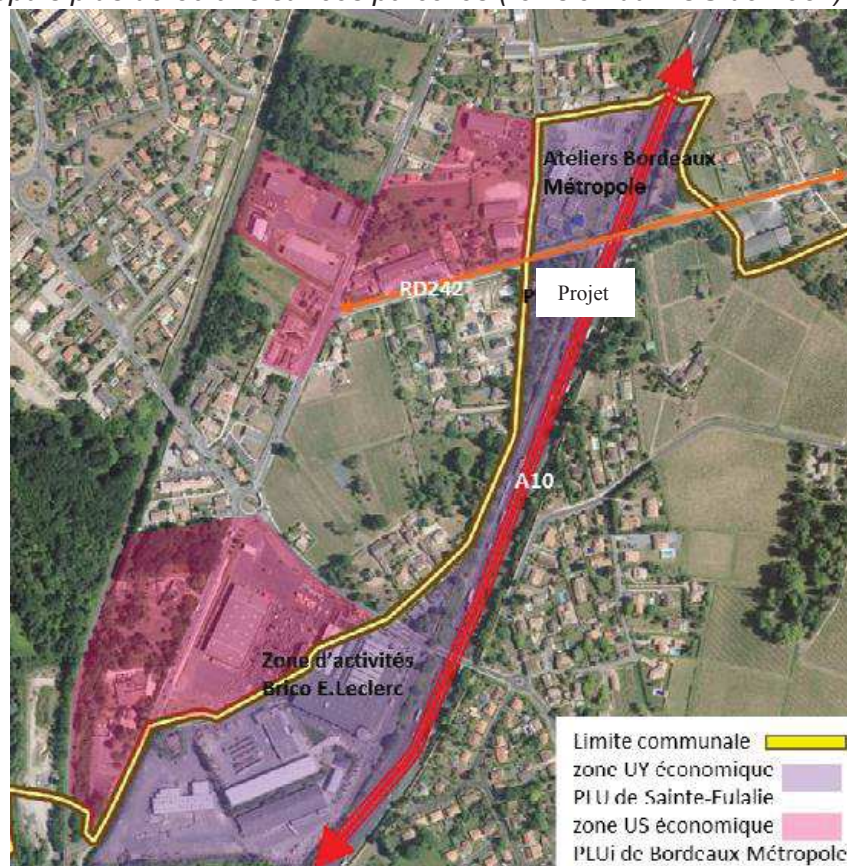
Enfin, du 6 septembre 2019 au 7 octobre 2019, soit deux ans après les premières publications, une large enquête publique prévue par le CGCT et encadrée par le code de l'environnement pour toute création de crématorium, a permis à chacun de s'exprimer et de répondre aux nombreuses questions.

Ces temps d'échanges ont permis d'améliorer l'environnement du projet et de mieux l'intégrer. Une clôture doublée d'une haie vive sera par exemple rajoutée pour masquer les vues. Les cheminements piétons et les accès sur la rue de la Commanderie des Templiers seront également réaménagés pour garantir la sécurité de tous.

Le choix du site

Le projet de crématorium se trouve sur les parcelles AE 3, 4, 5, 6 en zone UY (zone d'activités économiques) du PLU de la commune. Ce terrain se situe le long de l'avenue de Saint Loubès qui est bordée au nord par les ateliers techniques de Bordeaux Métropole, et la zone US4 d'Ambarès-et-Lagrave (zone urbaine spécifique liée à l'économie).

Ce secteur stratégiquement localisé le long des axes majeurs que sont l'A10, ou encore la route départementale 242, présente donc une cohérence de développement urbain autant sur Ambarès-et-Lagrave que sur Sainte-Eulalie à travers sa vocation de zone d'activités économiques. Il faut d'ailleurs souligner que cette vocation économique est inscrite dans le document de planification de Sainte-Eulalie depuis plus de 30 ans sur ces parcelles (révision du POS de 1987).



Cette zone UY permet depuis 1987 l'installation des constructions en lien avec les activités

industrielles, commerciales, artisanales, entrepôts etc, ICPE etc...suivantes :

Zone UY

CARACTERE DE LA ZONE

Cette zone comprend les terrains essentiellement situés entre la voie SNCF et l'autoroute A.10 et a pour vocation les activités industrielles, artisanales ou commerciales.

Dans cette zone, la capacité des équipements publics existants, ou en cours de réalisation, permet d'admettre immédiatement des constructions.

ARTICLE UY.1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL AUTORISEES

1. Sont admis notamment les occupations et utilisations du sol suivantes :

- les lotissements à usage d'activités,
- les constructions à usage d'industrie, de commerce, d'artisanat, hôtelier, de bureaux, de services, d'entrepôts commerciaux,
- les équipements collectifs,
- les constructions à usage, de stationnement,
- les pylônes et antennes de toute nature,
- les constructions et ouvrages nécessaires au bon fonctionnement des services publics,
- les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les constructions à usage d'habitations strictement nécessaires à la maintenance, au gardiennage ou de fonctions, des constructions à usage d'activités admises dans la zone,
- les reconstructions à l'identique après sinistre,
- l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions à usage d'habitation existantes dans la zone et non liées à l'activité et à la vocation de la zone,
- les affouillements et exhaussements de sols nécessités par des raisons techniques de construction

La vocation économique de la zone est donc bien antérieure à la construction d'une zone pavillonnaire dans ce secteur.

En 2010, seules 3 maisons existaient directement en face de la parcelle du crématorium, puis deux autres maisons ont été construites par la suite, et une dernière est en construction (photo).

Les photographies aériennes 2000-2005 du site de l'IGN confirment déjà la vocation économique du côté d'Ambarès et- Lagrave le long de l'avenue de Saint Loubès et montre une faible urbanisation

à vocation résidentielle (peu de constructions d'habitat avant 2005 sur ce site).

De surcroît, force est de constater qu'un crématorium n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, et que son impact est bien moindre que les autres types d'occupations autorisées classiquement en zone UY.



Commentaire du commissaire enquêteur

La réponse de la commune retrace avec détail la genèse du projet depuis son origine.

J'ajouterai que le projet a connu une forte opposition des riverains immédiats dès qu'ils en ont eu connaissance ; ils ont organisé des manifestations sur le site de la Rue de la Commanderie et engagé des actions par lettre auprès de différents élus et du Préfet de Région Nouvelle Aquitaine. Ces actions ont donné lieu à plusieurs articles dans la presse locale. Enfin, ils se sont fortement mobilisés lors de la présente enquête publique en apportant un grand nombre de contributions.

Dernièrement, le 27 août 2019, un recours gracieux a été engagé, par des riverains et la commune d'Ambarès et Lagrave, via un cabinet d'avocats, contre le permis de construire du crématorium et la commune de Sainte Eulalie qui l'a accordé. Ce recours ne m'a pas été remis en tant que contribution durant le temps de l'enquête publique et je ne peux le prendre en compte.

Cependant je note que son contenu, portant sur des aspects très techniques du permis de construire, est pour l'essentiel couvert par des contributions émises par le public durant l'enquête, et que la commune de Sainte Eulalie a donné suite spontanément à certaines demandes contenues dans le recours : préservation d'arbres sur le site, renforcement de l'occultation du crématorium depuis la Rue de la Commanderie au moyen d'une clôture doublée d'une haie vive, prise en compte d'une construction (pourtant illégale) existant sur le terrain via un permis de démolir, assainissement des eaux pluviales.

Je pense que les difficultés de communication rencontrées entre les différents acteurs proviennent en grande partie du fait que les riverains immédiats du site n'appartiennent pas à la commune de Sainte Eulalie mais à celle d'Ambarès et Lagrave, d'où un sentiment de frustration pour divers motifs, notamment financiers (souhait d'indemnisation pour perte de valeur des habitations, redevance qui sera bénéficiera uniquement à la commune voisine), qui s'ajoute au fait qu'un crématorium fait partie des installations qui sont systématiquement rejetées par le voisinage bien qu'il s'agisse d'un équipement d'utilité publique reconnue, et non réservé à l'usage de la seule commune d'implantation.

Je note que les échanges au cours de la réunion de concertation du 1^{er} février 2018 entre les élus du secteur, ont été peu constructifs ; ils ont porté essentiellement sur les aspects liés à la circulation et à la redevance dont allait bénéficier la commune de Ste Eulalie grâce au crématorium, ce qui a été résumé par un participant dans le compte-rendu : « Les problèmes d'accès peuvent être réglés en créant des aménagement de voirie, la vraie question repose plus sur les retombées financières que sur le bien-fondé de ce projet... ».

J'observe qu'aucun des élus participant à cette réunion, ni aucune des contributions reçues durant l'enquête ne contestent la nécessité de construction d'un crématorium supplémentaire, étant donné la surcharge actuelle des installations existantes dans la zone d'attraction de l'agglomération bordelaise. De même, il est regrettable qu'aucun projet alternatif concret d'implantation n'ait été présenté au cours de la phase de concertation, ni au cours de l'enquête.

Concernant le choix du site, je relève l'ancienneté trentenaire de la vocation UY, artisanale, commerciale et industrielle du secteur du projet, peu favorable à de l'habitat en raison des nuisances liées à la présence d'infrastructures routières à très fort trafic.

Je note aussi la cohérence de ce choix avec celui de la commune d'Ambarès et Lagrave le long des axes routiers et ferroviaires (via le zonage du PLUI de Bordeaux Métropole) en continuité avec le zonage de Sainte Eulalie, qui entraîne une forme d'enclavement de la zone pavillonnaire à laquelle appartiennent les riverains immédiats du site du projet, au sein de secteurs à vocation industrielle artisanale et commerciale.

La proximité des axes routiers majeurs, les nuisances sonores et de faible qualité de l'air, auxquelles le crématorium est peu sensible compte tenu de son activité, la présence des réseaux sur place (gaz, eau, électricité, assainissement des eaux usées) soulignée par plusieurs contributions favorables au projet ; pour ces raisons, le choix du site pour un équipement d'intérêt public me semble cohérent.

7-3-6 Pertinence de la création d'un crématorium par rapport aux installations actuellement disponibles dans le secteur

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

Les familles qui viennent de perdre un proche nous remontent de plus en plus souvent des délais de crémations longs de 8 à 10 jours en raison d'une insuffisance de crématorium. Ils sont choqués et nous sollicitent pour la construction d'un nouvel équipement pour un accueil plus rapide, plus digne, et respectueux.

Réponse complémentaire de SCF attributaire de la concession du futur crématorium

« La construction et la gestion des crématoriums sont un monopole des communes, qui seules peuvent décider, en fonction de leur connaissance de leur territoire, de lancer une consultation, sous forme d'appels d'offres. En l'occurrence, la commune de Sainte-Eulalie a estimé depuis 2015 que le positionnement d'un crématorium sur son territoire par rapport à la métropole bordelaise et aux axes routiers étaient de nature à offrir un nouveau service public, adapté aux attentes des familles, en permettant un équilibre économique sécurisant la collectivité quant à la pertinence de ce projet.

Le fait que les deux principaux groupes funéraires aient répondu à la consultation lancée n'a fait que confirmer les hypothèses initiales de la commune de Sainte-Eulalie. Aussi bien la qualité des installations proposées par les candidats que les volumes d'activité projetés dans leurs offres ont démontré la pertinence du projet, notamment au regard de la saturation des crématoriums de Mérignac et de Montussan. Il ne fait dès lors aucun doute que le futur crématorium de Sainte-Eulalie répondra à une attente réelle et pressante des familles, dans l'intérêt général de l'aire bordelaise. »
+ Annexe 5 : description de la méthode de détermination de l'activité prévisionnelle

Commentaire du commissaire enquêteur

Comme évoqué précédemment la réponse de la commune souligne les constatations relevées par plusieurs contributeurs lors de l'enquête : délais d'attente pour une crémation très longs, pénibles psychologiquement, et pénalisants financièrement, et cela en raison de la pénurie d'installations de ce type autour de l'agglomération bordelaise

L'ouverture récente d'un crématorium à Biganos - à plus de 50 km à l'opposé du projet de Ste Eulalie par rapport à Bordeaux - ne devrait pas concurrencer significativement l'activité du crématorium objet de l'enquête, et aucun projet plus proche n'est à un stade lui permettant de déboucher à court terme.

Je note, dans le contrat de concession joint au dossier d'enquête, et dans le descriptif de détermination de l'activité prévisionnelle joint par SCF à la réponse de la commune, que l'essentiel du risque financier est pris par l'attributaire de la concession – SCF Société des Crématoriums de France – au travers du versement d'une redevance annuelle fixe à la commune. En cas d'activité inférieure aux prévisions, la commune ne verra ses revenus baisser que de la part (5% du chiffre d'affaire) liée au nombre de crémations.

7-3-7 Présentation et contenu du dossier de demande d'autorisation

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

Les moyens de légalité invoqués dans le mémoire établi par le Cabinet Boissy Avocats, conseil de la Commune d'Ambarès-et-Lagrave sont les suivants :

- *Un plan du dossier ne fait pas apparaître les habitations situées de l'autre côté de la rue de la Commanderie des Templiers,*
- *Manque de précisions dans le dossier sur le nombre d'arbres conservés ou abattus sur la parcelle,*

emprise du projet,

- La construction existante sur la parcelle n'est pas mentionnée dans le dossier alors qu'elle implique un permis de démolir,

- Les noues drainantes évoquées dans le dossier de demande n'apparaissent pas sur les plans,

- Les 20 arbres à planter évoqués dans le dossier ne sont pas reportés sur les plans.

Même si ces motifs mineurs ne sont susceptibles d'entraîner l'annulation du permis de construire, afin de rassurer les riverains et de répondre ainsi à leurs remarques (ainsi que la Commune d'Ambarès-et-Lagrave), la Commune de Sainte-Eulalie a sollicité la Société des Crématoriums de France en vue du dépôt d'une demande de permis de construire modificatif apportant les ajustements au dossier en réponse à ces observations.

- Le plan concerné fera apparaître les habitations existantes situées de l'autre côté de la rue de la Commanderie des Templiers.

- Un plan fera apparaître très clairement le nombre d'arbres abattus et conservés.

- La construction existante (qui n'apparaissait pas dans le dossier initial car construction illégale jamais autorisée) sera indiquée et fera l'objet du permis de démolir.

- Les arbres plantés seront indiqués dans le dossier.

Commentaire du commissaire enquêteur

La réponse de la commune est claire et satisfaisante ; elle concerne à la fois des observations faites par le public et par le commissaire enquêteur.

A noter que le mémoire établi par le Cabinet Boissy Avocats, conseil de certains habitants et de la Commune d'Ambarès-et-Lagrave, ne peut être formellement pris en compte, ne m'ayant pas été remis en tant que contribution dans le temps de la présente enquête.

Je remarque les efforts de la commune de Sainte Eulalie pour assurer l'évolution rapide du dossier afin de mieux répondre aux réactions et demandes du public (étude d'un giratoire, parkings, évacuation des eaux pluviales, espaces verts), y compris à des dates très récentes. Cela introduit un certain manque de cohérence dans les documents graphiques associés au dossier d'enquête, ce qui a perturbé le public que j'ai rencontré lors des permanences.

7-3-8 Evacuation des eaux usées et eaux pluviales

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

Concernant les 2 petites noues situées sur le parking, ces dernières ont principalement une vocation paysagère.

La solution technique de gestion des eaux pluviales a été étudiée à travers une étude géotechnique (cf annexe 6) qui a permis de définir la perméabilité du sol. Elle fait état d'un sol constitué de sables et graviers qui absorbe bien les eaux pluviales, et montre qu'il n'y a pas de nappe affleurante à travers les sondages effectués. De même, sur cette base, l'étude définit une surface minimale drainante à mettre en œuvre pour assurer le bon stockage des eaux pluviales avant infiltration sur la parcelle. Les structures réservoirs ont été calibrées en conséquence.

Le projet ne nécessite donc pas de rejet d'eau en dehors de la parcelle.

Concernant le réseau d'eaux usées, un collecteur existe à moins de 70 mètres sur l'avenue de Saint-Loubès sur lequel le projet se raccordera, comme prévu au permis de construire, avec la mise en place, si besoin, d'une pompe de relevage.

Commentaire du commissaire enquêteur

La réponse de la commune est satisfaisante et s'appuie sur une étude géotechnique réalisée en novembre 2018

qui n'était pas jointe initialement au dossier d'enquête.

L'évacuation des eaux pluviales de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées du projet (chaussées, toitures) a été modifiée au cours de l'évolution du dossier : infiltration prévue par des « noues » puis via un stockage dans des chaussées-réservoir suivi d'une infiltration sur place.

L'étude géotechnique montre la présence de sable et graviers en surface et l'absence d'eau dans les terrains jusqu'à 6m de profondeur par rapport au terrain naturel.

Ces facteurs très favorables ont été complétés par des mesures de perméabilité des terrains superficiels réalisées par essai à la fosse Matsuo. La perméabilité s'est révélée d'une valeur élevée, supérieure à la gamme acceptée par le type d'essai. Une valeur 1.10^{-5} m/s tirée de la bibliographie (qui mentionne 10^{-3} m/s à 10^{-5} m/s) a donc été adoptée en fourchette basse compte tenu de la nature sablo-graveleuse des terrains.

7-3-9 Divers (omission relevée sur un panneau d'affichage sur site

➤ Réponse de la commune de Sainte Eulalie :

La commune a corrigé l'omission du « .fr » dans l'adresse courriel d'envoi des contributions figurant sur l'avis d'enquête affiché sur le site du crématorium.

Commentaire du commissaire enquêteur

La commune a corrigé l'affichage le jour même où la faute de frappe lui a été signalée. L'erreur était évidente et public disposait de plusieurs autres moyens pour obtenir l'adresse courriel complète pour exprimer ses contributions par voie électronique : affichage en mairie, site internet etc...

Fait à Bordeaux, le 31 octobre 2019

Le commissaire enquêteur



Claude ARMAND